

ANALYSE D'UN VIDE

CINQUANTE ANS APRÈS LE TROTSKISME

G. Munis

PROLOGUE

Le mérite le plus impérissable de la tendance trotskiste au moment de sa fondation est d'avoir pris fait et cause pour l'internationalisme sitôt que la bureaucratie moscovite montra le bout de son oreille nationaliste, suite à sa sournoise mainmise sur la plus-value. Cela lui dégagait l'horizon de la découverte théorique aussi largement que nécessaire à l'émancipation des exploités d'est en ouest et du nord au sud. Et un vaste renouveau des idées allait devenir indispensable, en riposte au revirement réactionnaire du Kremlin et à ses répercussions malfaisantes partout dans le monde. Le trotskisme étant le seul courant internationaliste en activité dans des dizaines de pays et plusieurs continents, il incarnait la continuité du mouvement révolutionnaire depuis la Première Internationale, et préfigurait la liaison pertinente avec le futur, celui qui apparaîtrait après l'échec de la révolution en Espagne, la guerre impérialiste et l'expansion industrielle postérieure.

La période entre les deux guerres mondiales et celle ouverte par la mort de la révolution en Espagne, dont la pleine signification trouva libre cours dans l'après-guerre, se distinguent nettement l'une de l'autre par les principales réalités suivantes, qui en entraînent d'autres, secondaires :

1/ Pendant la première période, le prolétariat, alerte, luttait sans relâche pour la révolution mondiale ; pendant la seconde, il est en proie à un scepticisme et une inertie provoqués par les appareils politiques et syndicaux, dont la disparition est conditionnée par sa révolte contre ces mêmes appareils. Il faut l'encourager en toute occasion.

2/ Pendant la première période, le revirement contre-révolutionnaire du pouvoir en Russie, quoique déjà bien agissant, ne semblait pas évident, surtout dans l'arène internationale ; pendant la seconde, au contraire, il s'exhibe sans déguisement et sur la base du capital nationalisé, comme une grande puissance impérialiste complice et rivale de la plus importante entre toutes.

3/ Pendant la première période, la perspective de la guerre, tout en étant très grave, ne semblait pas un danger mortel pour la civilisation et pour l'humanité ; pendant la seconde, l'extinction de l'une et même de l'autre menace à tout instant, et cette menace réclame et justifie, à elle seule, un soulèvement général contre le système qui en est la cause et qui la maintient.

4/ Pendant la première période, l'économie capitaliste, quoique assez développée pour consentir au prolétariat d'entreprendre la révolution communiste, ne s'était pas encore engagée dans la vaste croissance qui a été le fait de

la seconde période. Elle trouva le champ dégagé tout comme la guerre, grâce au rejet de la révolution internationale entre 1917 et 1937 (journées de Mai en Espagne). Une telle croissance atteste la décadence du système, parce que superfétatoire et asphyxiante même sans guerre.

5/ Pendant la première période, les grandes organisations politiques et syndicales de souche ouvrière, tout en n'étant plus révolutionnaires, gardaient ou semblaient garder, selon les cas, quelque chose de commun avec la classe et ses luttes. De loin, ce n'est pas le cas dans cette seconde période. Les organismes en question se sont avérés être, et demeurent, l'une des pierres maîtresses du capitalisme. Ils ont outrepassé la collaboration avec le capitalisme, type II^e Internationale après 1914, pour devenir l'une des composantes du système, et non la moindre.

6/ Le capital nationalisé par l'État et le dirigisme économique prennent le devant dans cet autre après-guerre et deviennent la charpente structurale la plus adéquate à l'étape entièrement réactionnaire de sa société. Ils sont en prolongement de la propriété privée des bourgeois, des trusts et des compagnies multinationales après.

En somme, les coordonnées qui avaient déterminé autrefois la tactique du mouvement révolutionnaire et aussi sa stratégie, ont tellement changé d'une période à l'autre, que continuer de prendre les premières comme points de repère devait aboutir, dans le domaine théorique à réciter des litanies de vacuités, dans la pratique à la déformation des militants, et du côté politique à des positions de recul de plus en plus réactionnaires par rapport à celles qui se dégagent impérativement des nouvelles coordonnées. En 1917, les *Thèses d'Avril*, qui rejetaient soudain le programme antérieur des bolchéviks, déblayèrent le chemin pour le coup retentissant d'octobre rouge. Vers la fin de la guerre et immédiatement après, les modifications programmatiques qui réclamaient une cristallisation en idées pour devenir lutte pratique, tout en annulant le programme antérieur, étaient plus nombreuses et plus propices à la suppression directe du capitalisme que du temps de Lénine et de Trotski. Mais la IV^e Internationale ne trouva pas le temps d'y penser, toute adonnée qu'elle était à justifier son coup de main éhonté à la défense nationale (résistance) en promettant et en se promettant la révolution au fur et à mesure que les armées de Staline foulaient aux pieds le sol de l'Europe. Presque 40 ans après, elle n'a encore rien décelé. Elle était devenue incapable de comprendre dès l'instant même qu'elle faillit à l'internationalisme (1), c'est à dire à ce qui constituait son fondement le plus solide et sa grande ouverture à de nouveaux développements théoriques. Toute organisation dépourvue de vision et de comportement internationaliste devient une loque. Même un fort progrès numérique se répercute alors négativement pour la lutte du prolétariat.

Rien de révolutionnaire ne peut prendre sa source dans aucune tendance dite trotskiste. Mais de leurs rangs se détacheront sans doute des jeunes en rupture critique radicale, qui pourront contribuer à bâtir une organisation du prolétariat mondial. On doit même s'y attendre, car les partis staliniens étant incorporés au capitalisme en général, à l'étatique en particulier, l'ex-réformisme et les syndicats continuant leur carrière de « bons administrateurs des affaires » occidentaux (mots de Léon Blum, exécution actuelle de Mitterrand, Palme, Gonzalez, Kreisky, Papandréou, etc.), alors une évidence s'impose à l'esprit : le principal facteur de désarroi idéologique et de tromperie n'est autre que la IV^e Internationale et ses apparentés.

La Ligue Communiste, dont on lira ici la critique, est celle de la France. Mais chaque parole, de la première à la dernière, est applicable à celle d'Espagne et à tout autre groupement du même genre : Lambert, Lutte Ouvrière, Healy, Pablo et tutti quanti. Nul besoin de critiques particulières. Tous participent de mêmes idées, de mêmes attitudes complices par rapport aux P«S» et aux P«C» ; ils pratiquent la même méprisable quête de mendiants auprès des gouvernements. Leur plaidoirie principale face aux pouvoirs de gauche (« qu'ils tiennent leurs promesses électorales ») donnerait lieu à la reprise de la croissance industrielle antérieure. C'est ce que voudraient ces gouvernements. L'empire du capital sur les travailleurs continuerait de se renforcer.

Les deux Ligues ont encore en commun de n'avoir pas connu la période révolutionnaire du trotskisme, ce qui n'est pas leur faute. Mais elles sont pleinement fautives de ne s'être pas rendu compte que le trotskisme s'était auto castré.

Organisation ou lutte revendicative, rien ne vaut actuellement pour la classe ouvrière qui ne vise la suppression du système capitaliste.

G. Munis.

ANALYSE D'UN VIDE

On peut établir comme règle sans exception connue, que plus un groupe politique parle de dialectique, plus il en est dépourvu. C'est le cas de la Ligue Communiste qui adhère à la IV^e Internationale, dont on trouve un prolongement en Espagne. Le vide de sa presse dans ce domaine est absolu ; par contre elle suinte de partout une tricherie opportuniste qu'il convient de mettre bien en évidence.

La politique mondiale et les relations internationales d'une tendance donnent le critère suprême pour la juger. Personne, nul mouvement ne peut formuler une politique révolutionnaire sans failles dans les limites d'un pays, à moins de la concevoir comme fonction intégrante de la lutte mondiale du prolétariat, retenue à l'intérieur des frontières par les seules impositions administratives, éducatives, policières, etc., d'un capitalisme qui lui, efface les frontières à coups de canon dès qu'il le veut et quotidiennement par la pénétration mercantile des plus forts.

En partant de là, la filiation de la Ligue à la IV^e Internationale cadre bien avec son attitude devant les problèmes du monde, et de cette dernière se dégage sa politique en France - on va le voir. Tout d'abord, la IV^e Internationale - que les militants de la Ligue l'ignorent ou non - n'est plus, depuis la guerre de 1939-1945, une organisation internationaliste. Elle a même certifié ce fait en 1948. Les partis américains, français, anglais, belge, etc., ont collaboré avec la défense nationale sous son aspect de résistance. C'était là l'équivalent d'une désertion, dont le Congrès d'après guerre refusa même de discuter. La résistance nationaliste y fut promue au rang d'internationalisme. Une fois perdu le nord, le Congrès décida tout ce qu'il y a d'officiellement, par résolution, que la concurrence Russie / États-Unis devenait la principale contradiction du monde. Par ce biais la IV^e Internationale enlevait de sa perspective la contradiction prolétariat-capitalisme. Dès lors, appartenir à cette organisation ne comportait pas plus d'internationalisme qu'adhérer au mouvement espérantiste, et comprenait une signification politique bien pire.

Pour la Ligue Communiste, la contradiction de classes ne compte pas. Elle ne peut la concevoir et donc la mettre en œuvre, précisément à cause de ce qu'elle croit être son point fort : son idée de la « dialectique des trois secteurs de la révolution mondiale », qui la place au sein de la contradiction inter-impérialiste Russie / États-Unis et organiquement dans la très trouble IV^e Internationale.

Écoutons-la : « ... le stalinisme a trébuché au niveau où il trouvait sa cohésion, au niveau international. Incapable d'endiguer plus longtemps la poussée de la révolution mondiale, il a du subir ou tolérer successivement la victoire yougoslave, la révolution chinoise, la révolution cubaine, l'essor de la révolution coloniale dans son ensemble. Dans ce processus international, la révolution vietnamienne lui est apparue comme un fléau à partir duquel le rapport des forces risquait de définitivement basculer » (*Débats et résolutions du 1^{er} Congrès de la Ligue Communiste*. Maspéro 1969, page 68).

On est tenté de s'exclamer : pitié, dialecticiens de la Ligue, pitié pour cette malheureuse bureaucratie stalinienne de Paris ou de Moscou, qui n'a presque plus de souffle, aux abois à force de subir des révolutions qu'elle ne voulait pas ! Mais il faudrait demander grâce pour trop de gens, rien de moins que pour tous les auteurs des nombreuses révolutions mentionnées. En effet, d'après la pensée de la Ligue et de la IV^e Internationale dégénérée, ces gens là se sont vus obligés de faire ces révolutions, ils ont du les endurer - tout en les dirigeant ! - non parce que le prolétariat les lui impose, car la Ligue et la IV^e en reconnaissent l'inactivité, mais par le truchement d'on ne sait quel saint-esprit. Tout compte fait, celui ci n'est même pas, comme dans les Evangiles, un symbole génital, mais au contraire celui de l'impuissance façonnant un grossier alibi politique.

Il faut les voir triturer cet alibi. Dans la petite brochure *Lutte Ouvrière et la révolution mondiale*, la Ligue écrit avec Denise Avenas en guise de médium : « Cet oubli du point de vue international entraîne une deuxième erreur tout aussi importante : l'incompréhension du rôle de la petite bourgeoisie urbaine et paysanne dans les pays du Tiers-monde et de sa capacité à se ranger sur les positions du prolétariat comme réalité internationale » (page 4).

Et pages 7-8, ce commentaire extensible à tout pays arriéré : « Outre le fait de préparer la paysannerie à passer sur des positions de classe prolétariennes cette confrontation directe avec l'impérialisme rendait définitivement périmée la notion de « dictature démocratique bourgeoise », en contraignant les révolutionnaires à procéder immédiatement aux grands bouleversements économiques et à l'abolition de la propriété privée dans les villes et

dans les campagnes. Dès lors, même en l'absence d'un rôle actif du prolétariat urbain, une direction révolutionnaire ralliant ses positions de classe, pouvait et devait accomplir une révolution prolétarienne, même en s'appuyant essentiellement sur la paysannerie pour vaincre » (souligné par l'auteur de cette critique).

La théorie révolutionnaire a toujours considéré la petite bourgeoisie incapable de jouer un rôle historique. Elle pensait que pour l'amener à la révolution sociale, il faudrait exercer sur elle la pression maximale, et cette vérité est ratifiée par des dizaines d'expériences. La voilà à présent, grâce à l'imprimerie de la Ligue-IV^e Internationale, en train de forcer la main au prolétariat, de le pousser vers sa révolution, en train de la lui faire et de la lui livrer, pour ainsi dire, à domicile. On aperçoit tout de suite « l'encerclement des villes par les campagnes » de Mao Tsé-toung, Guevara et autres fraudeurs que la Ligue accepte (en page 68 de la première brochure citée).

Il faut compléter le tableau : A Cuba par exemple les paysans et la petite bourgeoisie urbaine obligent les dirigeants, soit Castro, Guevara et compagnie, non à se soumettre à leurs intérêts, mais à celui de la révolution prolétarienne et communiste. « La direction révolutionnaire cubaine fut amenée à se ranger sur les positions du prolétariat international, de la révolution prolétarienne, même si le prolétariat cubain n'y prit pas une part déterminante » (page 17, seconde brochure). Pour faire avaler ce trop gros morceau, l'auteur transforme une partie des soldats de Castro en salariées agricoles, mais ils sont si absents de ses méditations qu'elle doit aller chercher la liaison avec le prolétariat international, un prolétariat qui ne bougeait que pour aller du travail au lit et du lit au travail.

Aussi, après avoir rappelé (page 11) que le stalinisme a étouffé la conscience révolutionnaire du prolétariat international, la brochure sauve miraculeusement la direction chinoise de la corruption stalinienne, alors qu'elle fut la première inconditionnelle de Staline et de sa politique mondiale. Ainsi la Ligue réussit à insuffler à la direction chinoise l'esprit du prolétariat international, avant que les troupes de celle-ci prennent Nankin, Pékin, Canton, Shanghai, etc.

Les citations antérieures expriment ce que leurs auteurs considèrent être l'essence de leur prétendue « dialectique de la révolution mondiale ». Il s'agit - c'est clair - de la révolution prolétarienne réalisée par l'intermédiaire d'une classe non salariée, concrètement par la petite bourgeoisie, ce qui, après coup, va se répercuter aux quatre points cardinaux, toujours d'après la Ligue. Or l'antithèse dialectique du capital, c'est le salariat personnifié dans la classe ouvrière, et à l'exclusion de tout autre classe. Même si dans certaines conditions la petite bourgeoisie se voit entraînée par la révolution, ses racines sociales et ses aspirations ataviques la retiennent dans le cercle du capitalisme, à l'intérieur de la thèse à détruire. Il en sera ainsi jusqu'à sa dilution en tant que couche sociale. Ce qu'on nous sert donc au nom de la dialectique de la révolution, est un brouillamini sans queue ni tête et sans la moindre concrétion sociale dans le monde. Au sens philosophique ce n'est même pas de l'idéalisme. Cela s'y rattache par ses présuppositions et cela y aboutit par ses répercussions politiques, mais ainsi considéré dans son immédiateté, ce ne sont que des assertions tirées de la manche de ceux qui les écrivent.

Il n'existe pas de révolution prolétarienne, ni même bourgeoise, dans aucun pays à la surface du globe, et pas davantage de masses paysannes et petites bourgeoises en activité insurrectionnelle. Si les militants de la Ligue éprouvent le besoin d'y croire pour se donner du moral, qu'ils se rappellent l'adage japonais cher à Trotski : « On peut croire à une tête de sardine, la question est de croire ».

Avant de leur dire ce qu'il y a dans les pays qu'ils déclarent être prolétariens, il faut mettre au clair la polémique avec Lutte Ouvrière, pour qui la tête de sardine adopte la forme aberrante de révolution bourgeoise. Cette divergence est du même genre, et aussi infructueuse et sans fondement, compte tenu de l'hagiographie laïque actuelle, la très ancienne dispute sur la nature divine ou semi-humaine des anges. De toute façon, les deux parties voient des anges. A première vue, Lutte Ouvrière tient le plus mauvais bout. Avec son idée, elle recule en deçà de la révolution permanente et des *Thèses d'Avril* de Lénine. En outre, en admettant la possibilité de la révolution démocratique-bourgeoise dans un pays quelconque, elle prône implicitement la même révolution pour tout pays arriéré du monde, c'est à dire la majorité. Et cela supposerait une longue perspective de développement pour la civilisation capitaliste. En toute rigueur, on y trouve niée la possibilité de la révolution communiste dans tous les pays avancés eux-mêmes. Après s'être bouché ainsi la route, Lutte Ouvrière essaye d'échapper à son micmac théorique en affirmant qu'il s'agit seulement d'une tentative de révolution bourgeoise, vouée à l'échec, sauf si le prolétariat la transforme en révolution permanente. Ergotage. Sans parler de l'Europe russifiée, d'après elle embourgeoisée, la « tentative » chinoise dure à l'heure actuelle plus que la période écoulée entre la chute de Louis XVI et Waterloo, lorsque les institutions capitalistes étaient bien solides et que les petits-bourgeois de 1789-1793

étaient très enrichis.

Mais où est la prolifération d'une nouvelle classe bourgeoise et la parution de normes de Droit ainsi que les relations sociales afférentes ? Réponse interdite, et si Lutte Ouvrière s'aventurait à en donner une, ce serait pour s'embrouiller d'avantage. La diminution numérique de la bourgeoisie est en rapport direct avec la concentration du capital, qui porte inscrit dans son automatisme la suppression des capitaux privés, ceux des bourgeois classiques. Qui plus est, dans les pays arriérés précisément, la croissance capitaliste est exclue, sauf en partant d'un capital très concentré, à la portée seulement de l'État ou des grands trusts internationaux. La révolution bourgeoise présuppose par contre de nombreux capitaux, de masse réduite, et en libre concurrence mercantile. Ni cette condition matérielle sine qua non, ni les facteurs concomitants d'exploitations rurales en pleine vie, et de libertés politiques, ne sont apparus, même fugacement, dans les pays auxquels se réfère la polémique. L'absence de liberté politique et économique y est incomparablement plus complète que dans les régimes antérieurs, dits féodaux.

En un mot Lutte Ouvrière parle de révolution bourgeoise alors que les conditions objectives de sa réalisation ont disparu dans le passé sans qu'on puisse apercevoir aucun de leurs effets. Et cela, à l'époque où le capitalisme doit mourir. Elle a fait oeuvre d'invention et de d'adaptation de la réalité à ses élucubrations et à ses préjugés, et non un travail d'investigation théorique.

De son côté, la Ligue Communiste avec ses révolutions prolétariennes « authentiques » ou « déformées » (c'est sa terminologie) réduit comparativement à peu de chose l'incongruité et l'opportunisme de Lutte Ouvrière. Tout d'abord, les masses paysannes qu'elle met en scène, vu l'impossibilité de parler du prolétariat, ne sont pas autre chose que la troupe d'armées régulières ravitaillées au travers de frontières sûres et souvent organisées derrière ces mêmes frontières. Il en a été ainsi de l'armée de Mao Tsé-toung jusqu'à celle du Vietnam. L'armée de Castro n'en fut qu'une variante.

Ses premières unités reçurent leur matériel des États-Unis, par avion même, la grande presse yankee s'occupa de la popularité de Castro et les chefs militaires de Batista lui ouvrirent le chemin de la Havane.

Aucune armée de cette sorte n'a eu comme point de départ une insurrection de masses, même paysannes. Au contraire, une fois créées et implantées dans un territoire peu ou pas peuplé, ces armées ont enrôlé des paysans et des ouvriers agricoles, souvent par la terreur (1). Cela doit suffire largement à un révolutionnaire pour dénoncer les actions militaires en question comme étrangères au devenir historique. Pour la Ligue-IV^e Internationale cela représente, tout au plus, une anomalie sans importance, parmi d'autres. Du moment qu'elle considère la paysannerie capable de faire une révolution prolétarienne sans le prolétariat, pourvu qu'elle soit guidée par une direction « révolutionnaire », il lui est indifférent que les paysans soient amenés de gré ou de force à émanciper la classe ouvrière. Et dans tous les cas, il en résulte que sans nécessité de prendre pour base la lutte de classes telle qu'elle existe, entièrement en marge de la contradiction capital-salariat, une direction peut fourbir la révolution socialiste à partir du néant. Les hommes font donc l'histoire, pas le contraire.

Le moment est venu de questionner : Mais d'où diable sort une telle direction si révolutionnaire ? Et bien elle sort en droite ligne de la contre-révolution russe, plus précisément de la cuisse de Staline, qui désigna comme chefs de parti Mao Tsé-toung, Chou En-lai, et tous les Hô Chí Minh et Giãp de par le monde. Et voici ce que cet ensemble donne comme résultat : la contre-révolution russe sélectionne une direction nationale, l'impose au parti chinois pour mieux se débarrasser du trotskisme, et supprime la révolution par l'intermédiaire de ce parti en alliance avec Tchang Kaï-chek. Tout de suite après, ladite direction va se réfugier dans les confins frontaliers sino-russes, elle y façonne une armée de paysans et avec cette armée, elle assène au prolétariat la même révolution détruite par elle 20 ans auparavant, alors que les masses rurales et urbaines se trouvaient en pleine activité, étaient partiellement armées et organisées en soviets. L'incongruité, l'énormité qu'on nous sert ainsi comme savoir théorique et dialectique des contradictions mondiales jouxte l'insanité, si ce n'est la déficience mentale. Mais ce n'est pas tout. Cette direction là réalise la révolution prolétarienne et simultanément la contre-révolution politique, car le prolétariat n'a pas exercé un seul instant le pouvoir en Chine, ni au Vietnam, ni ailleurs. La Ligue elle-même le certifie : « Cet appareil d'État présente à des degrés divers, toutes les tares de l'appareil stalinien » (*Lutte Ouvrière et la révolution mondiale*, page 13).

Après ce qu'on vient de lire, il semblerait être un paradoxe trivial que d'accuser Lutte Ouvrière de négliger le poids étouffant du stalinisme, ce qui expliquerait, d'après la Ligue, les impuretés de ce qu'elle appelle révolution prolétarienne. La Ligue et ses mentors vétérans trotskistes disent là plus qu'ils n'en veulent probablement. En

d'autres mots, sur leur lancée, ils ne contrôlent plus leur langue et ils renient explicitement des idées qui furent à l'origine de la IV^e Internationale. Qu'on le relise souligné : Ils renient. Car la suffocation, l'étranglement de la révolution internationale par le Kremlin et son Komintern était un fait accompli en 1933 ! Ce qui jusque là semblait partiel ou incertain, apparut sans équivoque comme définitif et total avec la trahison à la révolution allemande. La création de la IV^e Internationale fut une conséquence impérative du fait que le stalinisme était devenu incapable d'aider le prolétariat à remplir son rôle historique. Mettant maintenant au crédit du stalinisme la révolution sociale, même « déformée », on déclare sans nécessité, faux et nul, l'acte de fondation et l'existence actuelle de IV^e Internationale. Staline et un quelconque Mao Tsé-toung auraient bien vu et agit.

Maintenant il faut aller au fond du problème, voir les changements économiques advenus en Chine et ce qu'ils représentent. La Ligue ne s'interroge même pas sur ce qu'est une transformation socialiste de la structure économique. Elle nous dit : « Après une sorte de NEP de grande envergure... les chinois mirent rapidement en place une économie étatisée et planifiée qui n'avait pas grand chose à voir avec une économie « bourgeoise ». Dès 1952 l'État dirigeait 80% de l'industrie lourde et 50% des autres industries. Il contrôlait la grande majorité des échanges commerciaux de gros et de détail, etc. Certes, les masses ne participaient pas au contrôle et à la gestion de l'économie, mais la structure que lui a donnée la direction chinoise ne permet en rien de la ranger parmi les États capitalistes de fait, sinon en théorie. Surtout en 1958, la réorganisation totale, accomplie avec une rapidité foudroyante, des rapports de production à la campagne interdirent à la paysannerie de demeurer cette matrice permanente du capitalisme qu'elle est traditionnellement. La mise en place des communes populaires, quelles que soient leurs faiblesses et leurs carences par ailleurs, eurent au moins pour conséquence de bouleverser totalement la structure économique et sociale des campagnes, sapant à la base les différenciations sociales de la paysannerie, du moins dans l'ampleur qu'elles prirent dans l'URSS des années 1925-1929 ». (*Lutte Ouvrière et la révolution mondiale*, page 13).

On dirait que les « théoriciens » de la Ligue ignorent que depuis Tchang Kaï-chek la grande industrie était propriété d'État dans des proportions similaires à celles qu'ils exhibent si joyeusement. Toutefois, cela est indifférent pour l'analyse révolutionnaire. On peut concéder sans discussion que la totalité de l'industrie et du commerce extérieur est accaparée par l'État et de surcroît bien planifiée. Ce n'est pas pour autant qu'il y ait transformation structurale des relations de production capitalistes en relations socialistes. On pourrait parler, tout au plus, d'accommodement ou de réorganisation des relations de la production caractéristiques du capitalisme, ce qui est intervenu à plusieurs reprises, évolutivement ou convulsivement, tout au long de la durée du système.

La Ligue évite d'être claire intentionnellement. Sa définition est fourbe et bafouillante, à l'instar d'autres définitions de la IV^e Internationale. Elle écrit : économie étatisée et planifiée, non bourgeoise. Cette tortuosité terminologique lui est imposée par l'existence de l'exploitation des travailleurs, en Chine autant qu'en Russie, et dans tous les pays dits socialistes. Les exploités les plus gros ne sont pas cependant, propriétaires individuels des instruments de production. L'économie, reconnaissez-le, n'est pas bourgeoise. Evident ; mais mettre en avant ce fait comme définition c'est utiliser une vérité anodine pour introduire en sous-main un monstrueux mensonge, pléthorique de transcendance réactionnaire, à savoir que grâce à ce fait il ne s'agit pas de capitalisme.

Il y a dans une telle énonciation un piège, et pire, une falsification de la connaissance théorique, même si elle est inconsciente pour la Ligue ou bien induite par ses « aînés ». Pour déterminer la nature d'une économie, le seul critère pertinent est la fonction des instruments de travail. Elle est capitaliste ou socialiste d'après que les travailleurs comme classe ne disposent pas ou disposent au contraire des instruments de travail, selon qu'elle met en œuvre ou non une force de travail salariée. Que l'employeur soit bourgeois propriétaire individuel, un grand trust anonyme ou l'État trust unique, la fonction capitaliste est toujours la même, et par conséquent celle des facteurs concomitants aussi : la planification et le contrôle du commerce extérieur et intérieur. Les produits du travail antérieur, accumulés en marge des producteurs, et mis en fonction par l'achat d'une nouvelle force de travail, constituent le Capital. Sans déborder ce système, on pourrait aller jusqu'à supprimer la paie en argent du salaire (c'est le cas des « communes » chinoises tout au début et de certaines « expériences » locales de Castro à Cuba). Le salariat sera toujours là et la dépendance du travailleur sera renforcée par rapport aux instruments de travail, dépendance qui entraîne automatiquement, de manière accablante, la dépossession des produits du travail.

Il s'ensuit que la suppression de cette dépendance là est la seule transformation structurale socialiste.

Aussi longtemps qu'elle existe, le système d'exploitation capitaliste vit, quelque forme organique qu'il adopte.

L'organisation de « communes populaires » dont la Ligue vante tant l'importance, comme si le secteur agricole d'un pays, très arriéré par-dessus le marché, pouvait devancer le secteur industriel, n'a pas supprimé les différences sociales de la paysannerie. Elle les a, par contre, incorporées aux hiérarchies de l'État capitaliste collectif, les a accentuées en haut, et a étendu la prolétarianisation en bas. Dans les villes, tous les privilégiés qui n'ont pas combattu le régime stalinien gardent une situation de fonctionnaires du nouveau pouvoir. Pour celui-ci, c'était une nécessité que de produire dans les campagnes une assimilation équivalente, pour des raisons qu'on trouvera exposées plus loin. Le nom « commune » est aussi fallacieux que celui du Parti-État : « communiste ».

Synthèse : A l'invention d'une révolution prolétarienne sans le prolétariat, sans autre réalité que sur le papier, la Ligue ne s'embarrasse pas d'ajouter un changement structurel qui laisse intacte et élargie la base la plus importante du capitalisme, le prolétariat, sans autre bien de table, garde-robe et école que le peu qu'il obtient par la vente de sa force de travail, produisant et reproduisant ainsi sa condition de classe... et l'accumulation élargie du capital. Cette sorte de jonglerie est baptisée dialectique.

C'est la notion d'État qui nous donne la clef de tant de bévues et d'énormes contresens (plus ce que l'on verra par la suite). Il est donc nécessaire d'affirmer sans équivoque, que l'État n'a aucun rôle économique à jouer. Même pas dans le cas où il deviendrait propriétaire à la suite d'une insurrection ouvrière, sans parler des combines stalino-paysannes que la Ligue nous façonne. L'idée d'un État organisateur et dispensateur du communisme revient, dans le meilleur des cas, à de l'idéalisme hégélien, antipode du matérialisme dialectique ; au pire c'est de l'immondice stalinienne. La Ligue n'a fait qu'adopter là-dessus la position de la IV^e Internationale, qui trempe dans cet idéalisme, même si on la dépouille des torsions droitières introduites par les Frank, Mandel Maitan et autres Hansen nord et sud-américains. L'expérience a infirmé cette notion maintes fois.

Un coup d'œil rétrospectif devient indispensable. Léon Trotski commit l'erreur d'écrire que la propriété étatique avait été instaurée par la révolution de 1917. En réalité elle fut un solde de la non-transformation de cette révolution permanente en révolution socialiste, sa seule raison d'être. Le capital passa à l'État et loin de perdre sa nature, il l'accentua jusque dans ses aspects les plus brutaux au fur et à mesure que la contre-révolution levait la tête et s'accomplissait. Contre-révolution politique certes, car la révolution de 1917 ne dépassa pas le stade politique avant d'être anéantie (2).

Prenant pour base son analyse, Trotski pensait que, en cas de guerre, le stalinisme usurpateur du pouvoir se verrait dans la nécessité de faire des concessions au prolétariat et que celui-ci pourrait alors reprendre en main la révolution. A l'opposé, le Kremlin élargit et renforça son terrorisme d'autant plus que les armées hitlériennes pénétraient plus loin dans le territoire russe. Et au lieu d'apparaître comme une contradiction quelconque entre le système de propriété russe et celui du vieux capitalisme, le secteur occidental de celui-ci, en même temps qu'il rejetait des ouvertures de paix de Hitler, accourut au secours du Kremlin et le sauva de la défaite. Autrement dit, les contradictions internes au capitalisme, cause de la guerre entre l'Allemagne et les occidentaux, se sont avérées très supérieures à la supposée contradiction irréductible entre le système russe et le système capitaliste. La Russie, c'est évident, était entrée de plein pied dans les contradictions caractéristiques du capitalisme mondial.

Par ailleurs, Trotski s'attendait aussi à des révolutions victorieuses en occident, qui permettraient d'écraser le stalinisme jusqu'à ses racines. Ce fut au contraire, une extension territoriale énorme de la domination stalinienne, son apothéose. L'analyse de départ était donc fautive, comme Trotski lui-même l'admettait d'avance pour le cas où ses prévisions ne se vérifiaient pas.

Malgré le constat des faits, irréfutable, les principaux partis trotskistes, délestés de l'internationalisme, compromis avec les défenses nationales via la résistance, ont tiré la conclusion opposée : Le stalinisme étend la propriété socialiste à d'autres pays, que le prolétariat le veuille ou non. Il leur a été indispensable de cacher ainsi leurs graves carences révolutionnaires. C'est pourquoi leur position actuelle est plutôt une tromperie de type stalinien qu'une erreur politique ou sociologique.

Les erreurs des maîtres deviennent souvent des plaies mortelles pour les disciples. Ce qui pour Trotski était une méprise, au pire un éblouissement de la pensée, atteint dans l'actuel trotskisme une tournure de fausseté, d'opportunisme plat, et même de capitulation. Mais il importe de signaler ici que dans cette métamorphose encore, l'existence précède la conscience. Du moment qu'il se déroba au principe : « Contre la guerre impérialiste, guerre civile », ce trotskisme jetait par-dessus bord l'essentiel et le plus vivifiant de la pensée révolutionnaire. Il s'interdisait le moindre progrès théorique, sans parler de la correction d'erreurs. Après ses manigances avec le

nationalisme résistant, on ne découvre plus chez lui de connaissance ou de tentative de connaissance théorique, mais une suite d'arguties et de paroles justificatives de plus en plus méprisables, au fur et à mesure que l'une appelle l'autre. Du point de vue formel et organique, il recule jusqu'aux années 20 et à l'Opposition de Gauche à la troisième Internationale, malgré la corruption politique et la criminalité amoncelées par le stalinisme depuis lors. Politiquement, il est bouche bée et tête baissée devant l'extension de ce même stalinisme en Europe Orientale, en Asie, à Cuba, et en Égypte où 20 000 militaires russes tiennent, hissé face à Israël, l'étendard sacré de la religion islamique.

Il faut le réaffirmer sans cesse : La régression du trotskisme a sa source dans la rupture avec l'internationalisme, et pas du tout dans les erreurs de Trotski relatives à la nature de l'État russe, comme le prétendent des critiques superficiels. La défense pratique et théorique de l'internationalisme exigeait pendant la guerre et continue d'exiger impérativement, d'extirper l'idée « d'État ouvrier dégénéré » et toutes ses présuppositions. Par contre, ni la défense de la Russie, ni celle d'un quelconque pays stalinien ne peut être mise en œuvre sans faire faux bond à l'internationalisme, c'est à dire au prolétariat mondial, et sans s'enrôler tout de go aux ordres des ennemis de ce même prolétariat.

Le dilemme que l'histoire récente nous pose jour après jour est irrécusable : Ou bien les travailleurs disposent des instruments de travail et de leurs produits, seul canal de restitution à l'ensemble de la société, ou bien leur appropriation par l'État (nationalisation) perpétue et aggrave la dépendance du prolétariat par rapport aux instruments de production, ce qui entraîne sa dépossession des produits de sa propre activité économique. Du même coup, exploitation et oppression politique s'en trouvent renforcées. Dans ce dernier cas, l'expropriation des capitaux privés et des grands monopoles débouche, qu'on les indemnise ou non, sur la plus complète centralisation du capital et de la répression policière. Tous les cas connus le prouvent, de la Russie à la Chine, jusqu'à Cuba.

Après cet indispensable coup d'œil en arrière il faut reprendre l'analyse du vide. Les citations données dans les pages antérieures de cette critique montrent que, pour la Ligue, la nationalisation de la grande industrie, de l'économie en général, représente un changement structurel, celui de la transformation du capitalisme en socialisme. Mais elle est incapable de dire un seul mot sur la fonction des instruments de travail, ni sur le rôle de l'État par rapport à ces instruments et à la population ouvrière. Elle esquivé le problème en admettant que l'appareil d'État chinois est atteint des mêmes tares que celui de la Russie. Dans sa terminologie défigurée, tares signifient simplement des défauts, des insuffisances comparativement à un prototype idéal d'État prolétarien. Il convient donc d'en considérer les principales.

Économiquement, l'État est propriétaire absolu, avec droit juridique d'user et d'abuser des instruments de production industrielle et de la plupart des instruments agricoles, y compris la terre ; l'État met en activité ces instruments en achetant la force de travail pour un salaire dont lui-même dicte le montant ; il s'approprie et vend les produits du travail qui contiennent la plus-value, il réinvestit une partie de celle-ci comme il l'entend, et l'autre partie, il la distribue à ses innombrables serviteurs, au prorata par catégorie : policiers, militaires, administrateurs, leaders politiques et syndicaux, secrétaires des hauts comités et propagandistes du Parti, techniciens, dénonciateurs, hommes de science, intellectuels, etc. À l'égard de la population ouvrière et de tout dissident, l'État agit comme un despote totalitaire inégalé jusqu'à présent. Il garde la classe ouvrière rigoureusement désarmée et encadrée, la dresse, la surveille au travail et dans la vie privée par la police et par les membres du Parti, que l'armée renforce au besoin. L'État monopolise tous les moyens journalistiques et d'information, plus les maisons d'édition, de sorte qu'aucun ouvrier ou groupe d'ouvriers ne peut s'exprimer publiquement ni même tirer un tract ; l'État interdit les grèves et les réprime avec dureté si elles se produisent, comme on vient de le voir en Pologne. L'État poursuit comme un crime de rébellion au service de puissances rivales, toute réunion ou activité en marge du Parti-État, l'église exceptée. L'État déclenche sa bestialité policière sur quiconque fait acte d'insubordination, ouvriers ou intellectuels, les condamne à de longues années de travaux forcés, ou bien à subir des traitements de fous dans des hôpitaux psychiatriques (3).

De telles « tares » sont la particularité inséparable de l'exploitation capitaliste portée jusqu'à l'atrocité par la plus implacable et dangereuse des contre-révolutions. Une interprétation dialectique ne peut voir dans ce constat, indéniable même pour la Ligue qui assourdit la vérité, des défauts ou des carences attribuables au régime politique et en contradiction avec le système de production existant. Au contraire, elle voit concordance complète entre ce dernier et le régime politique, entre la structure matérielle de la société et sa superstructure politique et intellectuelle. Mais la pensée de la Ligue-IV^e Internationale est du même acabit que celle de nombreux sociologues et économistes, pour qui des régimes comme celui de Franco ou de Papadopoulos représentent des anomalies à

l'intérieur du capitalisme. Pour ces gens là, la cause ultime de ces « tares » à l'intérieur du capitalisme serait la pauvreté, et celles-ci disparaîtraient au rythme du développement industriel. L'équation ainsi formulée n'est qu'une plate ânerie : pays pauvre = despotisme gouvernemental ; pays riche = démocratie. La réflexion de la Ligue-IV^e Internationale sur la Russie ne vole pas plus haut ; il lui suffit de juxtaposer au substantif démocratie le qualificatif ouvrière. Ses routines assommantes et ses compromissions passées la rendent aveugle pour voir que la contre-révolution tira autant et plus d'avantages des conditions mondiales que la révolution, mais dans un sens diamétralement opposé. Octobre rouge représentait le plus haut niveau de réalisation consenti aux travailleurs russes par les conditions objectives et subjectives du prolétariat mondial. Révolution démocratique-bourgeoise (permanente) faite par les exploités, elle meurt parce que sa nécessaire transformation structurale en révolution socialiste ne se produit pas. Le pouvoir qui sourd alors de cet arrêt se trouve en mesure de porter la centralisation du Capital jusqu'au maximum consenti par le système mondial et exigé par la contre-révolution elle-même. Il réalise ce que, du côté réactionnaire, contient la loi de concentration des capitaux, automatisme caractéristique de la dualité capital-salariat, qui n'épargne aucun pays, industrialisé ou non. En effet cette loi comporte l'absorption des capitaux individuels et même des grands trusts par l'État capitaliste collectif. A l'heure actuelle, celui-ci joue le rôle économique principal dans presque tous les pays du monde. Ce processus ira jusqu'à son terme, sauf coupure par la révolution sociale. Voilà une dialectique aux dimensions trop larges pour la Ligue.

Après avoir mythifié le système de production en Russie, la Ligue se voit contrainte de forger d'autres mythifications. Chacune en appelant une suivante. C'est ainsi qu'elle mythifie l'imposition du système russe à d'autres pays, la répercussion de ce fait dans plusieurs continents, et elle mythifie encore la répercussion des répercussions chez les masses travailleuses d'Occident. Le débordement outre-frontière du système et du régime russes suite à la guerre impérialiste, réalisé avec le consentement, et souvent avec l'aide du capitalisme occidental, du yankee très particulièrement, est porté aux nues et qualifié de révolutions prolétariennes « authentiques » ou « déformées ». Par la suite, les mouvements nationalistes des pays arriérés, toujours à genoux devant l'un des pôles impérialistes, sont travestis en révolutions « coloniales ». L'addition dans le compte de la Ligue monte à des dizaines de splendides victoires, bien au-delà du nécessaire pour que le plus solide des impérialismes s'écroule comme un gratte-ciel de paille. Et aux dires de la Ligue, ces victoires rebondissent sous nos latitudes, réveillant le prolétariat, dont le représentant – c'est sous-entendu et dit - est la Ligue-IV^e Internationale. Ce scénario ne pouvait être plus artificiel et frelaté, même en tant qu'enchaînement logique.

Vu dans la transparence du devenir historique, le cortège de mythifications se transforme en une mystification généralisée qui assombrit la perspective de quiconque la fait sienne. Tout simplement parce que dans la défaite de la révolution mondiale, il faut le redire, le Kremlin s'est avéré le facteur essentiel, facteur politique et en fin de compte facteur policier aussi. Et il agissait de la sorte non point par erreur ou par capitulation devant la bourgeoisie, mais par détermination impérieuse de ses intérêts économiques en Russie et de ses ambitions d'expansionnisme impérialiste, au début retenues. C'est à tel point indéniable que partout où le Kremlin s'est imposé militairement ou à l'aide de ses partis, la bourgeoisie fait acte de soumission, capitule devant lui comme devant un sauveur. Il faut une dose peu ordinaire de bêtise pour ne pas le voir. Le Kremlin, pas plus que ses agences, ne peut jouer dans aucun cas un rôle révolutionnaire. Ils font tous partie de l'ennemi de classe dans chaque pays, et de façon très importante mondialement.

L'assimilation de la bourgeoisie par le stalinisme victorieux a été un fait général en Europe de l'Est. En Chine elle prit le départ bien avant la prise de Pékin par l'armée et elle fut systématisée par la suite. Parmi les cadres du parti chinois, des forces militaires et policières, nombreux sont les anciens bourgeois, mandarins et ex-chefs de l'armée du Kuomintang. Ils sont matière malléable, de « rééducation » d'autant plus rapide et sincère qu'ils gardent rang et rétribution plus élevés. Celui qui avait été roi de la Mandchourie, intronisé par les Japonais, figurait parmi les représentants du « peuple » dans la dernière assemblée du même nom. Tchang Kai-chek s'est vu offrir à plusieurs reprises la vice-présidence de la République et même après l'annonce de la visite de Nixon à Pékin, Chou En-lai lui promet une situation « honorable » dans la direction du pays. La bourgeoisie se dilue donc dans le corps bureaucratique qui exerce et centralise ses fonctions. Même dans la clandestinité espagnole, le populisme criard maotsetounesque a programmé la continuité de chaque bourgeoisie à la tête de son entreprise nationalisée. Et au sein de cette caste dirigeante surgie des interstices du vieux capitalisme, les hiérarchies se systématisent à un degré connu seulement dans les cours de l'ancien absolutisme monarchique. Depuis les membres du plus infime des comités locaux jusqu'au suprême cercle dictatorial, un strict échelonnement catégoriel et de préséance marque l'autorité politique et la jouissance matérielle de chacun.

Rien de plus absurde que de prétendre que la transposition d'une telle hiérarchie à la campagne « sape les bases

des différenciations sociales de la paysannerie ». (*Lutte Ouvrière et la révolution mondiale*, page 13). C'est un lieu commun depuis longtemps officiellement reconnu, que dans les prétendues communes agraires, tout comme dans l'industrie, les différences de paie et de rang entre travailleurs constituent le fondement de la productivité. Les écarts entre les divers pays de capitalisme d'État sont minimes, comme il en arrive entre les autres pays. Cependant il convient de dire là-dessus que la stratification sociale des paysans et des ouvriers agricoles est coercitivement réajustée de deux façons. D'un côté, par l'opposition entre les possesseurs des moyens de production et les esclaves du salaire ; de l'autre par un barème de paie, de catégories et de considération officielle intentionnellement introduite pour porter au maximum la plus-value au cours du procès général de travail. Un pouvoir stalinien ne fait que restructurer le capitalisme, et avec lui la stratification sociale, il va de soi. Celle-ci, loin de disparaître augmente. Mais la Ligue préfère passer outre tout cela pour mieux enfler sa mythification mystificatrice.

En vérité le seul problème théorique qui se pose là-dessous est la nature de la bureaucratie gouvernante, ce qu'elle représente historiquement. Or, à moins de jeter par-dessus bord tout ce que le mouvement révolutionnaire a appris depuis la Conjuraison des Égaux et en particulier du socialisme scientifique, force est de nier qu'il s'agisse d'une bureaucratie ouvrière. Elle manipule la classe ouvrière avec un despotisme politique et économique sans pareil, elle ne paie pas un rouble de salaire sans calculer d'avance combien de roubles lui reviendront comme plus-value ; elle ne fait de nouveaux investissements qu'avec le même dessein, sauf pour la guerre, la police, l'espionnage de sa population et à l'étranger, c'est à dire sauf dans des domaines se rapportant à la consolidation et à l'extension de sa puissance ; elle n'introduit de nouvelles techniques qu'en accentuant l'exploitation de l'homme par la machine ; elle mène une politique extérieure de rivalité impérialiste et d'opposition à la révolution communiste aussi forcenée que celle de Washington et plus sélective. Vue sous un autre angle, cette bureaucratie ne trouve pas dans ses domaines d'autre ennemi que le prolétariat. Par conséquent, il lui est interdit de fluctuer entre les masses ouvrières et un capitalisme privé définitivement mort, et précisément à une étape où l'identification du capital avec l'État émane de ses plus profondes pulsions réactionnaires. La notion d'un bonapartisme bureaucratique - il faut le proclamer - ne sert qu'à berner et assoupir les militants qui l'apprennent. Et ce n'est pas ici le lieu de parler de son impossible comparaison avec le bonapartisme de la révolution française (4).

S'agissant de politique extérieure, soit dit en passant, la Ligue parle d'aide de Pékin, et implicitement de celle de Moscou au Vietnam, à Cuba, etc., et au mouvement révolutionnaire mondial. Mais elle répugne à fixer son attention sur le fait que « l'aide » de Moscou est complémentaire de celle qui impose ses tanks en Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, etc., tandis que celle de Pékin, concédons-le à l'Humanité Rouge, à la Gauche Prolétarienne ou à une quelconque Ligue Communiste, est imprégnée du même dessein que son appui au Pakistan contre le Bangladesh, au gouvernement du Sri Lanka contre ses rebelles, au Soudan contre les siens... et que ses manigances avec les États-Unis.

Une bureaucratie qui maintient et aggrave la séparation de la force de travail d'avec les instruments de travail n'admet pas d'autre définition, à notre époque, que celle de bureaucratie capitaliste. Il ne s'agit pas d'une nouvelle classe sociale, pas plus que son système n'est économiquement différent de celui que subit l'occident. Elle assume le rôle de la bourgeoisie et le résume dans l'État, capitaliste et flic conjointement. Cet État impose à la structure et à la superstructure sociales, en droit, non seulement en fait comme c'était le cas pour le capitalisme bourgeois, une compacité jamais atteinte par ce dernier. C'est donc son prolongement, le butoir de son devenir, simultanément expression de sa décadence comme système capitaliste et cuirasse opposée à la révolution communiste. Et j'abandonne en pâture au matérialisme fruste de la Ligue et autres la confusion entre la décadence capitaliste et l'arrêt absolu de la croissance économique. Si on en arrivait là, et sans révolution on y viendra en fin de compte, les conditions objectives qui permettent la mutation du capitalisme en communisme, seraient minées par la même involution.

C'est le moment de préciser que « la société d'un nouveau type » dont parla jadis Bruno Rizzi et après lui Bernham avec sa « managerial révolution », n'existe pas. Il s'agit d'un capitalisme dirigé, connaissant en partie son propre mécanisme, rompu à la procédure d'extraction de plus-value. Il fait, planifié, ce que faisaient avant lui les bourgeois ou les compagnies, chacun pour son compte et à tâtons, sans parler de la procédure également rentable de bourrer d'étoupe les cerveaux. Il n'y a pas de place pour quoi que ce soit d'autre, car ce que le développement de l'homme et de son économie réclame, c'est la disparition du technicien, du scientifique, des hommes cultivés en tant que couche sociale en contraste avec les travailleurs manuels, plus ou moins ignorants et toujours dépendants des détenteurs de la culture. A l'ordre du jour de l'humanité, un seul point enserme tous les autres : la suppression de cette asservissante distribution du travail, du savoir et des loisirs. Entre la décadence de la civilisation actuelle et la révolution communiste, il ne peut pas y avoir d'autre dénouement.

La Ligue fait partir du type de société stalinienne qu'elle décrit, l'impulsion initiale de sa « dialectique de la révolution mondiale ». Il faut considérer brièvement la deuxième des prétendues répercussions, la « révolution coloniale », avant de centrer le tout sur la dernière d'entre elles, à savoir, la politique occidentale de ceux qui élucubrent ainsi, pas celle du prolétariat comme ils le prétendent.

Premièrement, révolution coloniale ne signifie absolument rien. Utiliser cette expression ou son équivalent, révolution populaire, n'est que charlatanisme de marchands et de baratineurs politiques. Pour les colonies en mesure de faire une révolution bourgeoise c'est devenu impossible même sous sa forme de révolution permanente, et aucune n'a fait une révolution sociale. La plupart se sont vues octroyer l'indépendance par les colonisateurs, sans perte pour eux, et elles ont adopté les frontières imposées par l'impérialisme. Là même où il y a eu lutte, surtout au Vietnam et en Algérie, lorsque l'ancienne métropole ne garde pas son « influence », l'hégémonie économique et le bâton de commandement politique changent de mains, rétrécissant encore la « souveraineté nationale ». L'équilibre que certaines d'entre elles ont voulu garder par rapport aux deux pôles impérialistes, les précipite vers l'un ou l'autre aussitôt que surgit une difficulté ou un problème international grave. Hier Cuba et l'Irak, récemment l'Égypte, et dans le sens opposé la Yougoslavie et l'Indonésie, plus le prince foutriquet Sihanouk, le certifient. Cependant, le cas le plus criant nous est offert par l'Inde, que ses prétentions de grande puissance ont amené à s'allier avec la Russie alors qu'elle préparait son opération militaire au Pakistan oriental (Bengale). La dame Gandhi et Brejnev, avec Mao Tsé-toung et Nixon au fond du tableau, viennent d'infliger la plus cuisante des leçons aux pseudo-théoriciens de la « révolution coloniale ». Ce qu'ils n'ont pas voulu apprendre de la pensée révolutionnaire, l'ennemi de classe le leur impose manu militari : Il réalise, en effet, sans solution de continuité, l'indépendance formelle du Bangladesh et son nouvel asservissement. La plus effectivement populaire des luttes nationales s'avéra vite un retentissant échec. « L'authentique révolution prolétarienne » de la Ligue (celle de la Chine) acquiesça à l'énorme carnage ordonné par le Pakistan, tandis que l'autre État « ouvrier » (toujours d'après la Ligue) donnait son alliance militaire et l'autorisation explicite au capitalisme indien pour déclencher une opération de guerre et de domination expansionniste. Sous couvert de ces événements, c'est en réalité la Russie qui s'introduit au Bengale, rend l'Inde plus dépendante, et resserre son encerclement de la Chine. Les « dialecticiens » de la Ligue trouveront là de quoi ergoter à perte de pages, à moins qu'ils ne se rendent à l'évidence.

A notre époque, la souveraineté nationale est totalement dépourvue de charge révolutionnaire. La croissance démesurée du capital et sa polarisation, l'ont convertie en vestige fossilisé de l'histoire antérieure, tout comme la révolution bourgeoise. Seule est révolutionnaire aujourd'hui la souveraineté des travailleurs, des opprimés en général, uniquement réalisable sous forme a-nationale, donc mondiale. La nation et le nationalisme sont devenus territoire et instrument d'antagonismes réactionnaires ; ils servent toujours de piège politique. C'est pourquoi les staliniens utilisent toujours le nationalisme, mais seulement s'ils ne sont pas au pouvoir. Les intérêts d'un impérialisme nouveau doivent nécessairement grignoter, pour s'établir, les positions de ceux qui sont déjà installés, du plus fort surtout. L'étonnant est que le conservatisme des gauchistes les maintienne attachés à une revendication non seulement dépassée, ce qui serait de rectification facile, mais entièrement circonscrite dans l'odieuse jeu inter-impérialiste.

Quelle que puisse être la conception de la Ligue-IV^e Internationale, sa tactique et sa stratégie consentent à la bureaucratie syndicalo-politique actuelle une heureuse et longue existence, indifférente au bourdonnement de ceux qui aspirent à la remplacer. Et s'il arrivait que l'empire de cette bureaucratie sur le prolétariat se voie menacé par une offensive révolutionnaire, et bien la Ligue-IV^e Internationale et autres « contrôlistes » lui offrent sur un plateau le nécessaire pour se tirer de la mauvaise passe, et s'élever au grade d'exploiteur direct et principal. En effet, la douloureuse expérience de la lutte de classes a mis en évidence, pour le moins depuis l'Espagne de 1936-37, que le prolétariat en pleine attaque victorieuse s'accroche aux instruments de production et impose sans discontinuer sa propre gestion. Après, le pouvoir politique et syndical des organisations dites ouvrières louvoie pour ravir aux travailleurs gestion et économie. Comment ? Au moyen du contrôle ouvrier et de la nationalisation. En Espagne, les deux mots d'ordre sortirent non point du prolétariat, mais tout droit des secrétariats staliniens, pour ne pas dire de l'ambassade russe.

Par ce chemin là, on peut aboutir à un Franco ou à un Kadar quelconque, en tout cas, c'est certain, à la défaite et à la démoralisation du prolétariat. Mais la Ligue ignore d'un bout à l'autre l'expérience de la révolution espagnole. Elle ne connaît, question tactique, que celle de la révolution russe retenue dans le *Programme de transition*, encore qu'elle interprète le tout de façon droitrière, parce que dépourvue de la combativité bolchévique, et inapte à comprendre la situation toute nouvelle qui nous est impartie. Sans aller chercher plus loin, elle parle et gesticule

comme si les dirigeants staliniens étaient des Kerenski en puissance alors qu'il s'agit en vérité des Kornilov d'un nouveau type, c'est à dire des Staline. Ceci a été particulièrement clair pendant la révolution espagnole, et de multiples cas postérieurs le confirment. En poussant ces gens au pouvoir, la Ligue ne fait pas preuve de lucidité révolutionnaire, mais de méprisable psychologie masochiste.

Le bafouillage théorique de la Ligue l'amène jusqu'à conférer à la revendication nationaliste et à l'extension territoriale de l'empire stalinien, une répercussion positive en Occident ; rien de moins que le réveil du prolétariat et la renaissance du mouvement révolutionnaire. C'est la plus importante des répercussions de sa « dialectique de la révolution mondiale », en vertu de laquelle, et à compter de la guerre du Vietnam, « le rapport de forces risquait de définitivement basculer ». C'est à dire, il risquait de tourner contre le stalinisme, à l'avantage du prolétariat... plus à celui de la Ligue et autres gauchisants. Idiotie non moins énorme que celle agitée pendant la guerre mondiale : « de la résistance à la révolution ». Des idées et des activités correspondant au monde du capital ne contribueront jamais à sa destruction.

Au contraire, l'influence stalinienne, toujours indéfectiblement appuyée par la Ligue et ses congénères persistant à vouloir mobiliser le prolétariat en faveur de la politique extérieure russe, de la Grèce (Markos) et la Corée jusqu'au Vietnam et l'Algérie, pendant plus de 25 ans, est la cause de la somnolence des exploités, plus adonnés à l'acquisition d'un quelconque machin ménager qu'à leur action de classe. C'est aussi pourquoi, idéologiquement indifférent et dispersé aux quatre points cardinaux, prisonnier des appareils politiques et syndicaux, au prolétariat toute politique répugne, celle qui est sale parce qu'il le voit, et celle qui est révolutionnaire à force d'être échaudé par l'autre. Sa situation et ses dispositions seraient tout autre si pendant ces longues années les énergies et les ressources économiques - celles des gauchistes tout au moins - avaient été consacrées à dénoncer le stalinisme et à promouvoir la révolution en Occident par des revendications socialistes. Mais cela exigeait de dénoncer aussi la guerre du Vietnam, l'arabo-israélienne, et les autres, comme autant de guerres impérialistes localisées. Là, la Ligue-IV^e Internationale recule, épouvantée, et elle appelle le prolétariat à passer sous les fourches caudines de Moscou ou de Pékin, à défendre leurs intérêts mieux que leurs gouvernements respectifs et que leurs serviteurs. Si le stalinisme n'existait pas, la Ligue l'inventerait puisqu'elle ignore tout autre politique que celle de son « débordement » par la gauche. Cela ne se produira jamais, par manque de sens ; mais ce qui a un sens, oui, c'est l'encadrement idéologique, déjà entamé, de cette catégorie de gauchistes par le stalinisme.

Nonobstant, il est vrai que parmi la jeunesse ouvrière et estudiantine se fait jour une inquiétude nouvelle, révolutionnaire en puissance. Elle apparaît dans le lointain orient tout comme en occident, dans n'importe quelle chasse gardée stalinienne ou pays arriéré. Dictateurs et chefaillons de tout bord se sont plaints à plusieurs reprises de la désaffection de la jeunesse. La nouvelle génération tourne le dos aux pouvoirs existants. Mais ce détournement ne doit aux mythiques révolutions forgées par la Ligue, qu'indigence politique et limitation quantitative. Il n'est pas non plus une répercussion de divers nationalismes, ni de la toile d'araignée tissée par l'impérialisme moscovite. Au contraire, ils l'ont empêché de se cristalliser en mouvement révolutionnaire. La création de la Ligue aussi, est étrangère à ce fait. Son origine se trouve dans la crise de la contre-révolution russe, indéniable depuis Khrouchtchev, celle-ci n'étant à son tour qu'un aspect de la crise du capitalisme mondial. C'est cela qui pousse le prolétariat à la rébellion. La Ligue et ses comparses, incapables de voir au-delà d'une inflexion politique en Russie et de l'anti-impérialisme à sens unique, ont échoué à mi-chemin. Et dans le cas le moins mauvais, le mi-chemin, c'est du centrisme.

D'une politique internationale mystificatrice on devait tirer une praxis impuissante, de verbiage prolétarisant, vide d'idées révolutionnaires, et dangereuse pour l'avenir. C'est un fait que la Ligue ne sait pas faire un seul pas sans s'accrocher comme à un garde-fou aux grandes organisations, en particulier au parti pseudo-communiste et à sa centrale syndicale. Lisez sa péroraison : « Or, il est impossible à la classe ouvrière de mener des luttes sans ces organisations, elles sont la seule couverture légale permettant les luttes. Pour les travailleurs le choix n'est pas entre organisations révolutionnaires et organisations réformistes. Il n'existe aujourd'hui aucune organisation révolutionnaire de masse capable de défendre en pratique les intérêts des travailleurs, actuellement le choix est entre organisations réformistes et pas d'organisation du tout. » Il s'ensuit que c'est « seulement dans la mesure où les militants révolutionnaires seront capables de prendre la direction des organisations de masse de la classe ouvrière qu'une lutte pour le socialisme deviendra possible ». (*Débats et résolutions du 1^{er} Congrès de la Ligue Communiste*, page 155)

Il serait plus clair de dire que la lutte pour le socialisme est une chimère, car les militants qui se proposent de conquérir une telle direction ne sont pas révolutionnaires, tandis que les militants révolutionnaires ne veulent point

la conquérir, mais débarrasser le prolétariat de ces organisations, et aussi parce que s'ils parvenaient à la conquérir, ils est seraient avalés par un appareil dont le fonctionnement est inséparable de l'existence du capitalisme et impensable sans celle-ci (5).

La notion d'organisation ouvrière réformiste, qu'elle soit politique ou syndicale, n'a plus aucun sens. Celles d'origine réellement réformiste ne sont que des épaves du passé libéral du capitalisme, sans autre réalité ni avenir que de participer plus ou moins à la gestion du système en décadence. Pour ce qui est du stalinisme, on chercherait vainement un quelconque trait réformiste. Émanation directe de la contre-révolution russe qui l'a modelé corps et âme, il a clairement conscience que son avenir c'est l'expropriation des monopoles... monopolisés par lui dans le capitalisme au dernier degré de concentration. Loin de se soumettre à la bourgeoisie - cas de l'ancien réformisme - le stalinisme sait, par des expériences diverses, que dans certaines circonstances, c'est la bourgeoisie qui accourt à lui, en quête d'asile et d'ordre. Réciproquement le capitalisme occidental est bien persuadé que sans le stalinisme son rétablissement et sa croissance depuis la guerre auraient été irréalisables.

Il est plus que faux, monstrueux, d'imputer à ces organisations une quelconque défense de la classe ouvrière, même à l'intérieur de l'exploitation. Toute « grève » syndicale est un mauvais tour joué à la classe ouvrière, et celles qui ne sont pas déclenchées dans le seul but de faire apparaître la direction syndicale comme porteuse de la solution, le sont pour couper court à une agitation qui pourrait déboucher sur une véritable grève. Une évidence s'impose avec plus de force chaque jour : Pour se défendre dans l'immédiat aussi bien que pour se lancer à l'attaque du système, les exploités doivent nécessairement détruire le joug syndical. Des milliers de grèves sauvages en Europe et en Amérique en donnent la démonstration irréfutable, sauf pour des mentalités conservatrices qui préfèrent entrer en contradiction avec la réalité vivante plutôt qu'avec certaines paroles de Trotski et de Lénine. L'épouvantail de *La maladie infantile du communisme* les fait s'embourber dans une misérable sénilité précoce.

Si les révolutionnaires pouvaient décider du choix offert par la Ligue au prolétariat : les organisations existantes ou pas d'organisation du tout, ils crieraient sans la moindre hésitation : « Au diable les organisations existantes ! » Ils auraient la certitude qu'à partir de ce moment, dans chaque unité de travail et dans l'ensemble social, les ouvriers se défendraient par eux-mêmes mieux que soumis aux organisations que le capital leur a imposées comme représentatives. Les révolutionnaires gagneraient la possibilité de s'adresser librement à la totalité de la classe, ce qu'empêche actuellement la répression syndicale en sa qualité de partie intégrante de la répression générale capitaliste (mai 68). Même la Ligue-IV^e Internationale ne serait pas perdante dans de telles conditions, au moins jusqu'à ce que les ouvriers parviennent à découvrir que sa politique est plus opportuniste que révolutionnaire. Mais la réalité n'admet pas de telles supputations. Les centrales syndicales sont là, qui tiennent la classe ouvrière prise à la gorge, grâce à des préjugés surannés et à la loi qui régit l'exploitation. Les révolutionnaires n'ont pas d'autres choix que de se frayer un chemin en marge des syndicats et contre les syndicats. C'est le seul moyen d'avancer des revendications socialistes.

La Ligue se propose, par contre, d'aller à la conquête des directions syndicales, jusqu'à ce qu'elle place des gens à elle là où règnent les Séguy, Krasucki, Maire, Bergeron, etc. Et pour y parvenir, elle dispose d'un arsenal de mots d'ordre dont le plus criard : « contrôle ouvrier de la production ! », baigne dans le confusionnisme le plus épais. La classe ouvrière regarde d'un bon œil cette revendication, mais parce qu'elle l'interprète comme signifiant sa domination, sa gestion de l'économie ; or, elle ne comporte en vérité qu'un droit de regard des travailleurs (lorsque ce n'est pas seulement des syndicats) sur le fonctionnement des entreprises toujours soumises à la gestion des propriétaires privés ou étatiques. En dehors de cette trompeuse validité tactique, la Ligue devrait déclarer sans équivoque, si, dans son intention, au lendemain du premier jour qu'elle considère être celui de la révolution socialiste, ledit contrôle doit continuer ou devenir sur-le-champ gestion ouvrière de la production et de la distribution. Vu sa conception de ce qu'est une transformation structurale de l'économie, elle ne peut contempler la gestion ouvrière que comme un projet lointain, impalpable. En attendant - période de transition oblige dira-t-elle - la gestion appartiendrait au sommet étatique et syndical, résultant de la fusion des deux pouvoirs en un seul, et à ceux qui occuperaient la place des Séguy, Krasucki, Maire, Bergeron, etc. Les ouvriers se verraient toujours dans la nécessité de vendre leur force de travail pour vivre, et les produits de leur activité leur seraient non moins étrangers.

Une fois mis en évidence le point tactico-stratégique le plus important du programme de la Ligue, il est superflu de commenter le reste, plus trompeur encore. Mais il faut ajouter, pour compléter cette critique, que même s'ils étaient instaurés par la Ligue ou par un autre, le contrôle ouvrier et la nationalisation de l'économie mèneraient au

capitalisme d'État, aux antipodes du socialisme. L'État post-révolutionnaire ne sera pas un État dans le sens propre du terme, disait Engels. Si cet État devient propriétaire et empoche la plus-value, son extinction devient à son tour inimaginable. Pour tout ce qui est dit ici il est pertinent de citer ces paroles de Marx : « Repoussons comme la peste tous ceux qui placent la société au-dessus de l'individu ». La Ligue recule bien en deçà puisqu'elle place au-dessus de l'individu - et donc du prolétariat - quelque chose de pire : non l'abstraction de la société, mais l'État, concrétion coercitive d'une fausse abstraction sociale, sans fondement dans l'individu.

La dialectique de la révolution mondiale n'a rien de commun avec les vacuités et les frelatages de la Ligue-IV^e Internationale. Sa source la plus profonde se trouve, il va de soi, dans le conflit entre les instruments de travail sous leur forme capitaliste et la force de travail sous cette forme-même, c'est à dire, comme marchandise, et les deux facteurs considérés mondialement, aucun pays excepté. Leur forme actuelle retient les instruments de travail dans une croissance minimale et préjudiciable au devenir, tandis que la force ouvrière qui les met en mouvement végète emmurée par le salaire, dégradée qualitativement dans son savoir technique et politiquement dans sa liberté, dépossédée enfin en proportion directe de l'accumulation des richesses. Aussi, chacun des termes du conflit se trouve, séparément, en contradiction avec sa nature actuelle, et les deux comme un tout à l'échelle sociale, avec le moule que le capitalisme leur impose. Aller chercher l'élément actif et résolutif de cette contradiction, ou même un succédané, dans la Chine, la Russie, le Vietnam, les pays arriérés, ou dans les organisations politiques et syndicales habituelles, est une manière de s'introduire dans les structures capitalistes qu'il s'agit justement de faire voler en éclats. Il ne peut nullement y avoir un autre élément résolutif que la classe ouvrière dans son ensemble, et non pas par sa simple existence, mais en rébellion contre son existence, contre sa condition de classe salariée. On ne trouvera jamais une autre voie de déroulement pratique du processus dialectique de la révolution mondiale, jusqu'au dénouement. Les instruments de production seront toujours un facteur passif, quoi qu'en dise un matérialisme composé de paie et d'automation, pour ne pas dire de pain et d'eau. C'est le reflet de leurs conditions objectives et de leurs exigences dans l'autre terme de l'antinomie qui est apte à les appréhender, car il est subjectif, ce qui permet à celui-ci, à la classe ouvrière donc, de jouer le rôle actif et résolutif du conflit général entre l'actuel système mondial et les nécessités humaines, dont la clef réside pour l'heure dans cette classe.

Tout ceci, élémentaire en réalité, et qui devrait être hors de discussion, tombe très loin des cogitations et politicailleries de la Ligue, qui voit dans les flics staliniens autant de fondés de pouvoir du prolétariat, même si c'est à titre provisoire. Parce qu'elle l'ignore, elle se barre la possibilité même de comprendre comment s'est déroulée et continuera à se dérouler la dialectique de la révolution mondiale. La lutte pratique n'est pas à commencer ; elle n'est qu'interrompue depuis 1937. Le capitalisme sortit victorieux de ce premier assaut déployé pendant 20 ans. Tout de même, à compter de 1923, nulle part le prolétariat n'a succombé aux mains de la bourgeoisie. Prétendre le contraire n'est que cécité ou vile démagogie ; il a succombé aux mains du stalinisme, tantôt par son intervention politique, tantôt par son imposition policière ou bien par une combinaison des deux. La contre-révolution russe se devait d'empêcher la révolution communiste partout où elle relevait la tête, y compris dans les cas où elle n'en serait pas le bénéficiaire immédiat. Hitler ou Franco au pouvoir étaient pour le Kremlin une garantie de sa propre continuité, même s'ils représentaient, surtout le premier, une menace militaire. Les pouvoirs capitalistes se battent entre eux pour se saccager, mais aucun ne peut encourager chez l'autre une révolution qui ne manquerait pas de rebondir sur sa propre tête. L'histoire de la lutte de classes dans l'entre-deux guerres doit être synthétisée comme suit : Une houle révolutionnaire, déclenchée par l'octobre rouge, qui parcourt quatre continents, ne refluant ici que pour reparaître intensifiée ailleurs. Elle a été endiguée par Moscou et ses partis, et finalement matée en Espagne par la répression stalinienne, pendant et après l'insurrection ouvrière de mai 1937 contre le parti de Moscou.

C'est cette répression-là qui introduisit les « 30 ans de paix franquiste », qui se répercute en apothéose du stalinisme après la guerre mondiale et enchaîne le prolétariat international à la productivité par heure-homme.

La nudité théorique de tendances du genre de la Ligue, se révèle dans toute son énormité par le fait que la puissance nationale et internationale de la Russie est allée en s'élargissant en proportion directe du recul et de la paralysie du prolétariat, tout en assurant, par contrecoup, la prospérité et la tranquillité au capitalisme occidental, sans que ces prétendus scrutateurs politiques d'avant-garde ci-avant désignés aient frémé. Ils ne s'en sont même pas rendu compte. Il est donc indispensable de leurs dire qu'il s'agit là d'un bilan négatif de la lutte de classe mondiale, dont leurs propres élucubrations « dialectiques » sont, en fin de compte un sous-produit.

La réactivation du combat interrompu ne pourra se produire, même en escomptant de nouvelles révoltes comme celles de Berlin-Est en 1953, Hongrie et Pologne en 1956, France, Tchécoslovaquie, Mexique en 1968, Pologne

encore en 1971, à moins qu'elles ne comportent, outre la rébellion contre le système en vigueur, le second et suprême facteur subjectif. Mais à l'heure actuelle celui-ci ne se laisse pas définir par l'abstraite et bien connue « prise de conscience révolutionnaire ». Il doit être, concrètement, conscience de ce qu'une quelconque nation officiellement désignée comme socialiste est non moins capitaliste qu'une quelconque d'occident, et plus réactionnaire encore. Conscience de ce que le prétendu « socialisme à visage humain », et la simple révolution politique en Russie et sa suite, sont des duperies qui stérilisent l'action du prolétariat. Conscience de ce que le communisme commence avec l'administration, par l'ensemble de la classe travailleuse, de la production et de la distribution ; conscience, par conséquent, de ce que la nationalisation des instruments de travail et le contrôle ouvrier représentent un piège mortel. Conscience, enfin, de ce que le stalinisme, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition, constitue une des parties qui intègre l'exploitation mondiale, et avec lui les syndicats. A défaut d'une telle conscience, toute rébellion ouvrière, si large et persistante qu'on l'imagine, loin de renouer avec la lutte pour la révolution dans le monde, aboutira à une nouvelle défaite et à une nouvelle démoralisation.

La dualité thèse-antithèse, qui sous l'aspect capital-salariat, tisse l'immense filet de la civilisation capitaliste, n'atteindra pas le point de rupture et la synthèse supérieure sans que la nouvelle génération assimile les connaissances qui découlent de la première offensive vers la révolution mondiale. Il ne suffit pas au prolétariat d'être la forme humaine de l'antithèse car la négation du système et sa transformation en un autre exige de bien identifier les organisations et les idées correspondant à la thèse, soit par origine, soit par incorporation, et aussi celles qui basculent entre thèse et antithèse.

La Ligue-IV^e Internationale et les autres tendances qui gagnent en force numérique grâce à l'usure du capitalisme en général, et plus particulièrement du capitalisme russe, contribuent à une future défaite, quel que soit leur succès à un moment donné. Le travail de leurs militants n'entraînera de conséquences positives que dans la mesure où, avertis par cinquante ans d'expérience, ceux-ci s'arracheront aux routines et tricheries opportunistes dont leurs organisations les nourrissent.

G. Munis - Janvier 1972.

CINQUANTE ANS APRÈS LE TROTSKISME

« L'abolition de la propriété privée, vieille définition de l'objectif révolutionnaire, est non seulement dépassée, mais le capitalisme lui-même passera nécessairement, dans sa décadence, par cette abolition. L'objectif de la révolution prolétarienne ne peut se définir aujourd'hui que comme suppression du caractère capitaliste des moyens de production et de la distribution des produits. »

Extrait du document de rupture avec la IV^e Internationale, 1949.

Il ne s'agit pas de deviner un futur quelconque, mais au contraire, de signaler, un demi-siècle après l'apparition du trotskisme sur la scène mondiale, ce que sont devenues les tendances qui se parent à présent du même titre. Ses divers fragments peuvent être jugés et doivent l'être en tant qu'unité, car rien d'essentiel ne les sépare.

Dès le début des années 30, le seul courant révolutionnaire à l'échelle mondiale fut l'Opposition Communiste de Gauche, élargissement de l'Opposition au Parti russe, fondée par Trotski, Rakovski et de nombreux révolutionnaires de grande trempe et qualité, tous assassinés. Elle fut à l'origine de la IV^e Internationale. Le fondement théorique de ce trotskisme était celui du Parti bolchévique à son meilleur moment, plus la lutte interne contre la dégénérescence stalinienne de l'Internationale Communiste. Capacité théorique et combativité, les deux ailes de tout projet révolutionnaire, se conservaient et continuaient en lui. Il en reçut tout de suite confirmation en essuyant un double feu : celui de la répression meurtrière du GPU (l'actuel KGB) et celle concomitante et complice des gouvernements partout ailleurs. En même temps le Kremlin mettait en branle, avec d'immenses moyens financiers, une campagne sans relâche de falsifications sur Trotski et le trotskisme. En clair, il s'agissait de présenter les révolutionnaires comme des réactionnaires soudoyés, et à l'inverse, de glorifier la contre-révolution stalinienne et tous ses suiveurs comme de fidèles gardiens de la révolution de 1917 (1). Aucune prétention plus efficace contre un soulèvement communiste du prolétariat où que ce fût. Moscou baillait des milliards mensuellement pour la publicité de ses mensonges dans toutes les langues, pour ses partis, pour ses assassins, pour la concussion ouverte ou voilée des intellectuels en Europe, en Amérique, et dans d'autres continents. De nombreux écrivains, artistes, poètes, philosophes, etc., doivent leur réputation (outre leur compte en banque) aux exigences meurtrières de Staline. « Vive le GPU, figure dialectique de l'héroïsme ! », aboyait Aragon. De son côté, Neruda, alors qu'il était représentant diplomatique du capitalisme chilien au Mexique, exaltait « le courage » de l'assassin de Trotski, et s'il n'eut pas de relations personnelles avec lui, ce qui est très probable, il en avait certainement avec Siqueiros, l'assassin manqué de Trotski, et assassin effectif de Sheldon Harte. Et il n'est pas oiseux de rappeler ici qu'en plein milieu de la Révolution en Espagne, le catholique Bergamin joignit sa voix à celle des tueurs et calomnieurs du parti de la police russe, avec beaucoup d'autres, le minaudier Alberti dans le tas. Picasso lui-même, qui n'avait pourtant pas besoin de se vendre, éprouva la nécessité d'endosser la livrée stalinienne. Il peignit le tableau Guernica, aussi fameux que facile et populiste par le thème, mais il ne donna pas un seul coup de pinceau pour montrer la sanglante et rétrograde destruction de la révolution en Espagne par le stalinisme ; il n'en fit pas davantage pour dénoncer les procès de Moscou, les plus monstrueux et réactionnaires dont on ait mémoire. Peu après il quémandait la carte du parti pro-russe.

Par leur soutien politique quand ce ne fut pas plus activement, des milliers d'intellectuels de par le monde, outre ceux qui viennent d'être nommés, se rangèrent derrière les pelotons d'exécution du Kremlin, qui ne pouvaient être que ceux de la contre-révolution. L'histoire des sociétés d'exploitation, où pullulent les mensonges présentés comme des vérités sublimes et les crimes exaltés comme de nobles prouesses salutaires, n'enregistre rien d'aussi immonde, d'aussi monstrueux que la houle de fange déversée sur le trotskisme plus de 20 ans durant et que l'appel à l'extermination de ses militants. Les morts se comptent par milliers, par centaines de milliers dans la seule Russie. Qu'une partie des intellectuels ou des ouvriers enrôlés par Moscou contre le trotskisme, l'ait été abusivement, trompé par le tintamarre publicitaire, ne change rien à la signification réactionnaire du fait. Ce n'est pas davantage une excuse, surtout s'agissant des intellectuels, ces privilégiés, spécialistes du savoir. Même ceux d'entre eux qui n'obéissaient pas à des intérêts sordides se laissèrent leurrer par les bourdes du Kremlin, plus facilement et davantage que des ouvriers ignorants. La capacité de mensonge d'une telle propagande dont la

fausseté est enfin dévoilée en grande partie, a été telle qu'aujourd'hui même sa version prévaut toujours sur l'identité personnelle de l'assassin de Trotski : Mercader, Ramon, identité contre laquelle s'inscrivent en faux des faits et des raisonnements très solides, bien que le véritable nom et la vraie nationalité de l'assassin ne sauraient être découverts, sinon dans les archives les plus secrètes de Staline, l'assassin en Chef (2).

Bref, être militant trotskiste à l'époque, supposait de vivre jour et nuit sous la menace d'un assassinat, et par-dessus le marché, de défier la calomnie après la mort. L'énorme différence entre ce trotskisme là et celui de « 50 ans après » ne réside pas seulement dans l'aspect humain, mais aussi et surtout, dans les idées théoriques véhiculées. Celui d'aujourd'hui a fait des progrès quantitatifs importants, mais ils sont annulés par l'hébétude idéologique qui le saisit depuis la guerre. Sa déchéance sous cet aspect a été telle qu'il rétrograde et se situe désormais à droite de ce qui avait été son regroupement primitif, et à droite du *Programme de transition* qui a fondé la IV^e Internationale. La pensée révolutionnaire se doit d'identifier et de corriger ses propres erreurs et ses propres carences, d'après le cours des événements. Cinquante ans après le trotskisme, les groupes et les personnes qui s'en réclament n'ont reconnu aucune erreur, aucune carence, et ils n'éprouvent le besoin de rien amender. Cela suffit pour les rejeter très en arrière de tout ce que la situation actuelle réclame.

Par ailleurs, le *Programme de transition* était tout compte fait dépassé par les événements mondiaux dès son approbation en 1938. Cependant cela ne devint évident que des années après. Lorsque ce n'est pas l'action révolutionnaire victorieuse qui introduit les innovations pertinentes et abandonne des concepts appris, nuls ou préjudiciables, alors seule la réflexion postérieure, donc avec retard, est en mesure de mettre la théorie au niveau des possibilités historiques. Celles-ci dépendent uniquement, de ce que l'économie, la science, la technique, la culture générale permettent, utilisées par et pour l'homme, préalable de la suppression des rapports capitalistes qui régissent tous ces domaines. Aucune défaite, ni même la plus profonde indifférence du prolétariat face à ses propres possibilités, ne sauraient diminuer qualitativement ou quantitativement ce en quoi les possibilités historiques sont proprement radicales. La pensée révolutionnaire se doit de les capter et de s'orienter grâce à elles, à chaque instant, y compris lorsque la dépolitisation de la classe ouvrière est totale. Autrement cette pensée révolutionnaire se nie en tant que telle. C'est le cas de la IV^e Internationale depuis la Révolution espagnole et la dernière guerre mondiale. Cinquante ans après, ce qui s'appelle trotskisme est totalement incapable de promouvoir la transformation en réalités sociales de ce qui est donné comme possible. Il a cessé d'être une force révolutionnaire un tant soit peu potentielle.

Le trotskisme survint à un moment crucial du devenir contemporain. La Révolution russe dégénérait. Le raz-de-marée révolutionnaire dont elle fut le point de départ, secouait un pays après l'autre, malgré l'intervention de plus en plus négative des partis liés à Moscou. La dernière de ces secousses, celle du prolétariat espagnol, qui vainquit dans la bataille l'armée nationale, fut détruite policièrement par Moscou et ses sbires, de façon délibérée jusque dans leurs propos. Sans cette annihilation préalable Franco ne serait jamais devenu le premier bourreau du pays. En un mot, la défaite de la révolution communiste internationale n'a pas été le fait des gouvernements bourgeois mais de l'intervention du gouvernement russe, par le truchement de ses créatures politiques ou directement. Un pareil résultat dénonçait l'existence en Russie, d'une contre-révolution basée sur le capitalisme d'État, au-delà du capitalisme de la propriété individuelle. C'est pourquoi, et compte tenu des événements pendant la guerre et tout de suite après, une reconsidération théorique générale s'imposait au trotskisme et aux autres tendances anti-staliniennes. La situation devenait claire, elle n'était plus imprécise mais cruciale ; elle adoptait une orientation et des contours nets. Il se faisait indispensable, si l'on voulait rejoindre les possibilités offertes par la spontanéité historique, de : redéfinir la nature de la révolution de 1917, faire un bilan critique du bolchévisme et de son continuateur trotskiste, mettre bien en évidence la nature capitaliste et contre-révolutionnaire du pouvoir stalinien et assimilés, et nier tout caractère ouvrier aux partis de l'ex-II^e Internationale et à tout syndicat. Il fallait aussi une appréciation juste de l'étape actuelle du système capitaliste à l'échelle mondiale, d'orient en occident, et du nord au sud. Enfin il fallait faire par-ci par-là certaines corrections à Marx et Engels, mais pour mieux réaffirmer le matérialisme dialectique, sa charge révolutionnaire subversive.

C'est le contraire qui se produit : Une fois la révolution étranglée et la guerre impérialiste déclenchée, le trotskisme glissa vers la droite, à petits pas, comme à la dérobée d'abord, avec effronterie après, jusqu'à donner dans son actuel crétinisme d'enuque. Léon Trotski disait que la perfidie et la bestialité du stalinisme menaçaient de rendre odieuse la simple idée de révolution communiste ; ceux de « 50 ans après » ne savent faire que des supplications pour un stalinisme « à visage humain ». La grossièreté de leur matérialisme leur fit croire que l'économie nationalisée, leur Être Suprême, enfanterait à la fin quelque chose de mieux que le stalinisme, et s'orienterait alors nécessairement vers la société sans classes et sans État. Une telle idée, fruit de l'opportunisme

plus que de la conviction, n'est plus mise en avant même par ses avocats en titre, tant la réalité économique et politique en Russie et ses dépendances, apparaît dégradée et dégradante.

N'empêche, ceux de « 50 ans après » émettent toujours leurs assoupissantes rengaines politiques, mais à présent sans l'ombre d'une conviction intime, par pur conservatisme organisationnel. Jamais le mouvement ouvrier n'avait dû faire face à une modification aussi large et profonde de son environnement, que celle qui s'est accomplie immédiatement avant, pendant et après la dernière guerre. Incapable de la voir et de lui faire face en mettant à jour sa tactique et sa stratégie, le trotskisme glissa en arrière et fut lui-même modifié, à l'instar des autres organisations dites ouvrières, l'ex-II^e Internationale et les syndicats compris.

Les autres tendances anti-staliniennes, anciennes ou nouvelles, se sont aussi montrées bien au-dessous de leur tâche et de ce qu'il fallait faire comme élaboration théorique. Mais la répercussion négative de leur ineptie, au sein de la classe ouvrière, n'égale pas celle du trotskisme. Aussi c'est la balourdise de celui-ci qui a déterminé la balourdise et l'incapacité des autres. Donc, la responsabilité principale en ce qui concerne l'inertie et l'hébétude intellectuelle du prolétariat depuis la seconde guerre mondiale, retombe, du point de vue d'une critique révolutionnaire stricte, sur la IV^e Internationale.

Rien ne signale la dégénérescence de façon aussi impressionnante que l'épisode du « Rapport Khrouchtchev ». Il révélait crûment au stalinisme mondial, et à ses légions de serviteurs : intellectuels, « gauchistes », « anti-impérialistes », progressistes, etc., même de manière incomplète et non sans douleur ; que leur démiurge, auquel ils avaient juré fidélité personnelle et auquel ils avaient obéi des décennies durant, dont ils avaient lapé la bave politique en se délectant, n'était qu'un despote odieux et un criminel sans scrupule devant les plus sanglantes atrocités. Le trotskisme, qui l'avait dénoncé comme tel avant la guerre, mille fois proclamé par le Kremlin principal ennemi du stalinisme et du sujet Staline, aurait dû acquérir un ascendant décisif et devenir une puissante organisation mondiale. Rien, absolument rien de tel n'advint, si ce n'est au contraire un relâchement de son opposition au stalinisme. Il implorait, plaintif, une réhabilitation de Trotski par ses assassins et calomnieurs, qui à la supposer acquise, aurait été un avilissement posthume de Trotski et une réhabilitation du Kremlin contre-révolutionnaire. Il croyait le moment venu où l'industrialisation devait se débarrasser de « l'excroissance bureaucratique », comme il disait encore, surtout dans l'espoir qu'une démocratisation de la Russie lui permettrait, à lui, de cacher sinon de justifier ses prévarications.

C'est que sa politique pendant les années écoulées depuis l'immédiate avant-guerre, son refus de corriger les carences et graves erreurs relatives à la défense nationale, la résolution principale du Congrès de 1948, celle qui donne le signal d'une dégénérescence sans frein, avaient fait du trotskisme, bien avant le rapport Khrouchtchev, une organisation creuse, sans raison révolutionnaire d'existence. Ainsi, à un moment qui aurait dû lui être exceptionnellement propice, il se trouvait à jamais affligé de mongolisme mental. Il était complètement incapable de discerner que les procès falsifiés, les calomnies, les assassinats, les camps de concentration et d'extermination de millions d'hommes, etc., avaient pour cause et explication le plus monstrueux de tous les crimes, à savoir, la destruction de la révolution en Russie et du même pas, celle de la révolution internationale. De la sorte, le trotskisme tombait de plein pied dans le piège de la « déstalinisation » à la Khrouchtchev, faisait sienne l'explication de la brutalité répressive en Russie par le « culte de la personnalité » qui relève de la démonologie, et par-dessus le marché, il acceptait la nouvelle falsification sur la « violation de la légalité soviétique », comme si cette légalité - pas le moins du monde soviétique - n'avait pas été décrétée par et pour la contre-révolution (3).

L'imbécile et tant rabâchée exaltation du criminel et pataud Staline, comme génie des génies, n'était que basse flatterie de ses complices subalternes, et l'auréole postiche dont se coiffe un grand despote, un führer quelconque.

La croissance numérique de ceux de « 50 ans après » ratifie ce qu'on vient de dire. Elle n'est point l'œuvre de leurs positions politiques, qui rebondissent de niaiseries en claudications, toujours très loin de ce qu'il faut pour la formation de révolutionnaires, mais elle est due à la connaissance toujours plus étendue de la vérité sur la Russie et ses vassaux. Ces centaines ou milliers de jeunes réfugiés dans les divers cercles trotskistes par réaction contre le stalinisme, voient leur formation révolutionnaire disloquée par ces cercles-mêmes. Ceux-ci les ramènent en partie vers le stalinisme en leur apprenant à faire front unique avec lui militairement en cas de guerre ; ils les assomment toujours. A l'intention de ces jeunes et sans soucis pour « les esclaves des vieilles formules » (Trotski dixit) il convient de faire le point des incapacités de renouvellement et des abandons qui, cinq décades après la constitution du trotskisme, rendent indispensable la rupture avec lui si l'on veut enfin fomenter un parti révolutionnaire mondial.

1/ L'incapacité initiale a consisté évidemment en ce qu'il n'a pas compris, même port factum, que le Front Populaire, politique d'aspect réformiste, social-démocrate, était en réalité le recrutement paramilitaire pro-guerre impérialiste, concordant complètement avec les intérêts devenus réactionnaires du Parti-État russe. Il ne pouvait donc pas comprendre non plus le rôle des « encomenderos » espagnols des maîtres du Kremlin (4). Loin d'être celui d'un Kerenski ou d'un quelconque parti libéral bourgeois type II^e Internationale, ils mirent en œuvre en Espagne rouge la contre-révolution capitaliste, avec Moscou comme métropole.

2/ Le recul principal, ajouté à cette incapacité, fut indubitablement l'abandon plus ou moins éhonté de l'impérissable devise : « Contre la guerre impérialiste, guerre civile ». La plupart des partis européens de la IV^e Internationale donnèrent leur collaboration, par résistance interposée, à la défense nationale, du côté occidental aussi bien que du côté russe. Aux États-Unis, le Socialist Workers Party, celui qui avait la plus large audience internationale pendant, s'enhardit pour un triomphalisme antifasciste auquel souscrivirent les partis européens au fur et à mesure que les armées d'outre-Atlantique pénétraient sur le continent. Le parti anglais alla jusqu'à parler avec orgueil de « notre armée » (celle qui combattait en Italie). Au Ceylan, les dirigeants du Lanka Sama Samaja, da Silva, Gunawardera, etc, qui avaient semblé un moment se situer dans l'internationalisme, s'avèrent de méprisables patriotes anti-britanniques plus droitiers encore que les partis susnommés, et ils firent alliance avec les Pablo, Cannon, Frank, Mandel.

3/ Vers la fin de la guerre, tous ces mêmes partis et groupes parlaient avec une sotte ardeur des conséquences révolutionnaires qu'aurait, d'après eux, la progression des troupes russes en occident. La répression déclenchée par celles-ci, depuis la Finlande et la Pologne jusqu'en Roumanie, les força à mettre en sourdine leur stupide exaltation, sans pour autant modifier leur attitude. Vu qu'ils ne pouvaient nier que les nouveaux gouvernements des pays en question étaient imposés par des troupes d'occupation, et non par une quelconque lutte révolutionnaire, ils les définirent comme autant « d'États ouvriers déformés ». La branche la moins compromise avec la résistance nationaliste, dont la continuation actuelle est Lutte Ouvrière, qualifia de bourgeois ces mêmes États, et de révolutions les substitutions des anciens pouvoirs par les nouveaux, dans tous les cas staliniens. Même pour la Chine de Mao Tsé-toung, plus tard, elle adopta ces définitions. En somme, pour les premiers, l'État « ouvrier dégénéré » russe engendrait une cuvée d'États ouvriers déformés, contrefaits, comme génétiquement tarés ; pour la seconde il engendrait des pouvoirs bourgeois ; et pour chacune des deux variantes à l'aide d'une répression policière anti-prolétarienne. Il est difficile d'imaginer un marasme théorique plus méprisable, ni meilleur éloge du stalinisme dans la bouche de ceux qui étaient censés être ses ennemis de toujours. Dès lors, toutes les tendances IV^e Internationale - y inclus les pros et les régénératrices - se départaient en fait de leur représentativité historique. En effet, sitôt qu'on attribue à l'implantation du stalinisme, en Europe ou ailleurs, une signification révolutionnaire ou un tant soit peu positive, avec ou sans défaut, toute autre organisation que la sienne est dépourvue de nécessité d'existence. Dans ce cas, le stalinisme aurait vu juste dès le début, pour l'essentiel, face à tous ses critiques et ennemis, et face à Trotski. Au stalinisme et à lui seul reviendrait le grand rôle révolutionnaire dont la réalisation est une exigence si impérieuse dans ce monde. Nier cela en paroles seulement, même avec sincérité, est loin de suffire. Il faut que conceptions et actions mettent au pilori le caractère non seulement capitaliste du stalinisme, mais aussi son caractère contre-révolutionnaire et obscurantiste dans tous les domaines. C'est très loin d'être le fait de ceux de « 50 ans après ». De la révolution permanente à la dégénérescence continue, voilà leur parcours.

4/ Le Congrès de 1948 (le premier après la guerre) refusa de condamner la participation à la défense nationale capitaliste sous couleur de résistance. Par-dessus le marché, il vota une résolution politique qui élevait la rivalité Russie / États-Unis au rang de principale contradiction mondiale. En vérité il mettait ainsi au rebut ce qui constitue le guide exclusif d'une organisation révolutionnaire, à savoir l'irréductible contradiction prolétariat-capitalisme à l'échelle mondiale. Pour l'une et l'autre de ces raisons, la IV^e Internationale abandonnait cette qualité propre à partir du Congrès de 1948. Par suite elle serait en mesure, non de former, mais de déformer des révolutionnaires en herbe.

5/ Conséquemment avec l'abandon de l'internationalisme et avec la résolution politique votée, la IV^e Internationale s'est comportée en fidèle serviteur de l'état-major du Kremlin, car elle a donné son appui à tous les faussaires vénaux surgis au nom de la libération nationale, en fait engendrés par la rivalité Russie / États-Unis, dont la nature impérialiste de part et d'autre est aujourd'hui indéniable sauf pour des mercenaires ou des imbéciles. Il est vrai que l'imbécillité est devenue, depuis la guerre, un facteur social plus important que jamais, à tel point qu'elle contamine même des personnes intelligentes dans de meilleures circonstances.

6/ La glissade sur cette pente devait aboutir au moment où la chute fut reconnue et revendiquée comme quelque chose d'honorable. Pablo (Raptis), inculpé en Hollande pour une affaire le concernant, lui et le Parti islamique qui tyrannise l'Algérie, fonda sa défense sur les preuves documentées d'avoir appartenu à un réseau de la résistance patriotique française. La résistance patriotico-mahométabienne ne mit pas longtemps à récompenser Raptis : Il fut promu éminence grise avec charge ministérielle - ce dont l'intéressé tira fierté. Entre son avilissement politique et celui de la Ligue (Krivine, Frank), il n'y a aucune différence essentielle. Celle-ci vantait en effet, depuis son congrès constitutif, la qualité de ses militants, « forgés par les révolutions vietnamiennes et chinoises », c'est à dire par des forces constituées grâce aux rivalités inter-impérialistes, soudoyées et armées par l'un des blocs militaires et qui imitent les faits et gestes de la contre-révolution russe. Au reste, il n'existe pas de parti, groupe ou groupuscule de ceux de « 50 ans après » qui ne soit pas souillé des pieds à la tête par les manœuvres impérialistes du Kremlin, de ses Hô Chi Minh, Castro et Pol Pot en tous genres. Loin de nager contre le courant, ce qui distingue les révolutionnaires aux époques comme l'actuelle, ceux de « 50 ans après » trempent dans les eaux fangeuses des staliniens, des « socialistes » et des bourgeois en mal de gauchisme. Ils ne sont pas seuls, loin de là, ce dont ils tirent consolation.

La feuille de vigne de l'anti-impérialisme tombe dès que l'on considère leur politique dans les pays occidentaux. Le prétendu eurocommunisme fut accueilli dans leurs milieux comme un grand espoir. Monsieur l'économiste Mandel, un des principaux protagonistes de la dégénérescence lorsqu'il utilisait le pseudonyme Germain, s'extasiait devant l'audace de Santiago Carillo. A son tour, Krivine s'honora en interviewant le même personnage, pourri entre tous les pourris du stalinisme, ce qui n'est pas peu dire. L'un et l'autre, leurs organisations et quiconque se dit trotskiste, courent comme de petits chiens derrière la gauche bourgeoise, stalinienne et syndicale, aussi bien en période électorale qu'en toute autre. Leur action de tous les jours est superlativement nuisible auprès de la classe ouvrière. Absolument incapables de dénoncer les pseudo-grèves syndicales, staliniennes ou pas, comme de sales manœuvres de consensus pour retenir la classe ouvrière dans le système capitaliste, ils se sont introduits dans ce même consensus. Il y a plus de 20 ans qu'ils se sont déclarés « partie du mouvement communiste mondial », du stalinisme donc. Que maintenant ils se proclament aussi « partie de la gauche », ne peut plus surprendre.

A l'échelle mondiale, pas une seule des modifications survenues depuis la révolution espagnole n'a été comprise, ni même signalée par les trotskistes de « 50 ans après ». Elles sont pourtant toutes d'envergure, concernent aussi bien le capitalisme en tant que système que le prolétariat en tant qu'antithèse de ce système ; par conséquent, ces modifications doivent être répercutées dans la théorie et dans la pratique des révolutionnaires. Signalons encore la principale parmi toutes : le gigantesque élargissement technique et productif, qui n'est pas un signe de santé et de validité pour le type de civilisation capitaliste mais tout le contraire. Ce type de civilisation est malfaisant dans la vie quotidienne de tout travailleur et de par sa production de mort thermonucléaire et classique, il est criminel pour la société tout entière. Tel quel, parvenu à ce stade, il est du au rejet de la révolution, accompli grâce à la politique des organisations dites fallacieusement socialistes et communistes, et grâce aux syndicats de tous bords. Cela établi, le potentiel technique existant représente une très large base objective pour la révolution, s'il est arraché au capitalisme et mis en fonction pour produire exclusivement ce qui est nécessaire à la disparition des classes et de l'inculture. Mais il manque, plus que jamais, le facteur subjectif, dont l'absence rend impossible la victoire du prolétariat. Or, de cette situation, le responsable n'est plus le stalinisme, pas plus que l'ex réformisme ou les syndicats ; la culpabilité principale retombe sur le trotskisme. Les premiers jouent leur rôle de représentants capitalistes, le trotskisme, chaque variante à sa façon, les traite toujours comme des organisations ouvrières plus ou moins opportunistes, ce qu'elles ne sont plus depuis longtemps. N'étant pas au fait des transformations survenues, il se rendait incapable de se mettre à la hauteur des réponses révolutionnaires réclamées par la nouvelle situation. Il n'avait pas d'autre issue que la dérive droitière et l'assoupissement intellectuel, sans réveil possible.

Ni le mouvement trotskiste initial ni Trotski n'ont prévu les changements signalés. Ceux de « 50 ans après » se servent de cette évidence pour justifier leur ruminant politique. Comme si l'imprévision ou même les erreurs des devanciers pouvaient excuser les bévues et les incapacités de leurs disciples, sans parler de leurs prévarications, de plus en plus dégradantes ! Il y a 500 ans, Léonard de Vinci taxait de balourd le disciple incapable de dépasser son maître. Pour ce qui est du retard, le trotskisme actuel détient la palme.

Quel rôle joue donc ce trotskisme et quelle définition lui convient en tant qu'organisation politique ? Il n'a pas, il ne pourra pas avoir à l'avenir d'aptitude à transformer le capitalisme en communisme avec le prolétariat. Il en est empêché par ses idées croupies aussi bien que par ses attaches sociales, dans chaque pays et mondialement. En effet, dans chaque pays il pratique la surenchère gauchiste auprès d'une gauche à peine différente de la droite et il

agit de même auprès d'un stalinisme contre-révolutionnaire, que celui-ci se dise européen ou philo-russe. Au niveau mondial il ne perd pas une occasion d'avantager les intérêts du Kremlin face à ceux de la Maison Blanche. Les deux attitudes se juxtaposent. A l'échelle du globe il entre sans fard dans le criminel jeu inter-impérialiste ; dans chaque nation il se mêle aux cupidités et aux magouilles économique-politiques des divers secteurs capitalistes locaux. Loin de préparer sur cette voie un débordement révolutionnaire à la manière bolchévique de 1917, tel qu'il voudrait le faire croire à ses militants, son avenir est l'incorporation plus ou moins lente à l'un des secteurs capitalistes ou la disparition. A supposer cependant que par un concours inattendu de circonstances, il occupe un jour le pouvoir, il ne bâtirait pas la « phase inférieure du communisme », mais le capitalisme d'État. Il en est imprégné par ses notions économistes et le véhicule sous-jacent dans son programme au chapitre des nationalisations. Alors, la révolution devrait mettre obligatoirement en déroute le trotskisme, à moins de se laisser tuer par lui.

Tout en marchant également vers la nationalisation, certaines tendances taxent le trotskisme de contre-révolutionnaire. Elles y mettent de l'acharnement, sans vraie analyse, et négligent leur propre similitude avec lui. Or, la seule chose susceptible de prévenir radicalement contre le trotskisme les jeunes en quête d'un milieu révolutionnaire, ou bien d'inspirer la rupture idéologique à ceux qui se sont laissés capter par lui, c'est une définition analytique adéquate de ses inepties, nullement des invectives. L'analyse, on la trouve tout le long de cette brochure, la définition déductible, la voici :

Cinquante ans après le trotskisme, on se heurte à un résidu, à une scorie de ce qui fut un mouvement révolutionnaire pendant des années cruciales. La scorie est au mouvement initial ce que les mutations négatives sont aux mutations positives dans l'évolution des espèces. Ce trotskisme ne marche pas vers l'avenir et pour s'introduire dans l'anti-avenir, il lui faudrait d'abord chasser les partis et les syndicats qui y sont installés, qui en occupent la place et exercent les fonctions nécessaires au capitalisme. Le trotskisme de « 50 ans après » n'est pas révolutionnaire, ni même centriste, en fait on doit le qualifier de réactionnaire comparativement aux exigences de la révolution communiste. Surtout, il est un obstacle très important pour le renouveau subversif du prolétariat mondial.

G. Munis - mai 1982.

NOTES

PROLOGUE

(1) La perversion terminologique presque universelle à présent, impose ici une mise au point : l'internationalisme dont parle le Kremlin n'est que l'antiphrase évidente d'un colonialisme « sui generis » mais en rien essentiellement différent de l'ancien. Pour connaître mieux l'écroulement idéologique de la IV^e Internationale dans ce domaine, on doit consulter :

El Socialist Workers Party y la guerra imperialista (1945) - Grupo español en México de la IV Internacional ,

Lettre ouverte au PCI (section française) par Natalia Sedova Trotski, B. Péret, et G. Munis,

Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV Internacional (1949) - Grupo comunista internacionalista de España (à l'origine du Fomento obrero revolucionario).

ANALYSE D'UN VIDE

(1) Voyez le mot guérilla dans mon *Lexique de la truanderie politique contemporaine, comparé au lexique révolutionnaire* (publié dans les numéros 14 à 17 d'Alarma).

(2) A propos de l'idée d'un redressement du régime russe au moyen d'une simple révolution politique, on peut lire *La revolución ninguna* (Alarma, número 9, nueva seria).

(3) Dans un congrès international de psychiatrie tenu au Mexique, des congressistes avaient voulu discuter de l'utilisation de leur science en Russie comme instrument de répression politique. La délégation russe menaça de se retirer, appuyée par celle de l'Inde, et messieurs les savants psychiatres et psychanalystes s'inclinèrent. Visiblement, les pourfendeurs de complexes sont atteints de servilité envers les pouvoirs constitués, et pas seulement en Russie. Ou bien il s'agit peut-être d'un complexe sous-jacent de castration.

(4) Voir *Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial* et *Parti-État, stalinisme, révolution*.

(5) On peut lire à ce propos *Les syndicats contre la révolution* par B. Péret et G. Munis.

NOTES (SUITE)

CINQUANTE ANS APRES LE TROTSKISME

(1) Sauf complicité ou complaisance avec les crimes et forfaitures passés, présents et futurs du Kremlin, il faut comprendre par stalinisme, au delà de Staline, l'exploitation capitaliste d'État et son complément totalitaire, militariste, et policier, en un mot le résultat de la contre-révolution.

(2) C'est un non-sens de croire que Staline a commis, pour assassiner Trotski, un individu qui pouvait être identifié comme son agent par des dizaines ou des centaines de réfugiés politiques au Mexique. La « mission » courait ainsi le risque d'échouer ou bien de mettre en évidence la main du Kremlin, alors que celui-ci voulait faire croire que l'assassin était un trotskiste déçu. Pour faire épargner sa vie par les gardes de Trotski, l'assassin s'exclama à plusieurs reprises : « Je devais le faire pour qu'ils libèrent ma mère, emprisonnée en Russie ». Ceci cadre parfaitement avec les méthodes de la GPU-KGB, à rebours de la version accréditée même par Gorkin et d'autres. En effet si, comme ils l'affirment, Caridad Mercader rodait autour de la maison de Coyoacan au moment des faits ou même dans le pays, c'est une raison supplémentaire, et non des moindres, pour ne pas croire qu'elle était la mère de l'assassin. Sans en dire plus ici, la psychologie, les goûts, l'accent en français et en anglais du sujet, n'étaient pas ceux d'un espagnol, de quelque région qu'on veuille.

(3) Les soviets ont été officiellement dissous en 1936 alors que la classe ouvrière cherchait à les réactiver contre la bureaucratie, qui les avait réduits à une pure fiction. Ce qu'on appelle depuis lors du même nom, sont des assemblées qui, par celui-là désignées et soudoyées, sont encore plus serviles à l'égard du pouvoir que ne le sont les Cortes à l'égard de Franco.

(4) Encomenderos était le nom donné par la monarchie espagnole du XVI^e siècle à ceux à qui elle avait confié la charge, la encomienda, d'un certain nombre d'individus d'Amérique.

ALARME
BP 329
75624 Paris Cedex 13 - France.

Mailto : for@alarme-for.org

Site : www.alarme-for.org